

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°4303 Lundi 26 Janvier 2026 - Prix: 20 DA - www.seybousetimes.dz

Le président de la République préside une réunion du Conseil des ministres

P.02

Des partis et des organisations condamnent les campagnes de désinformation menées par les médias français contre l'Algérie

P.03



Plus d'un million de candidats inscrits au concours de recrutement des enseignants

P.04



Annaba
Réunion du Conseil exécutif de la wilaya sous la présidence du wali : Divers dossiers inscrits à l'ordre du jour

P.24



Education :



La vérification des données des inscrits aux examens du BEM et du Bac entre le 26 janvier et le 9 février

P.04

Relations algéro-russe :



Moscou réfute toute tension avec Alger sur le Sahel

P.03

Annaba :



Relance du transport ferroviaire des conteneurs entre le port et la zone de stockage d'El Allelick

P.06

Le président de la République préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant le secteur des

mines et le transport ferroviaire, ainsi qu'aux mesures et dispositions prises pour l'approvisionnement du marché durant le mois de Ramadhan, indique un communiqué de la Présidence de la République.

“Le président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant le lancement de la mine de zinc-plomb de Oued Amizour et le

suivi de l'état d'avancement du projet de ligne ferroviaire minière Bled El Hadba-Oued Kebrit-Port d'Annaba, destinée au transport du phosphate et des engrains extraits et produits, ainsi qu'aux mesures et dispositions prises pour l'approvisionnement du marché



durant le mois de Ramadhan”, lit-on dans le communiqué.

Ségolène Royal attendue à Alger ce lundi, malgré les tensions entre la France et l'Algérie

Malgré les tensions entre la France et l'Algérie, Ségolène Royal entame dès ce lundi 26 janvier une mission économique à Alger.

Dès lundi 26 janvier, Ségolène Royal se rendra en Algérie pour une mission à caractère économique et associatif. Ce déplacement se déroule dans un climat diplomatique tendu entre Paris et Alger, malgré la poursuite des échanges entre les acteurs économiques des deux pays. Ségolène Royal entame une mission économique à Alger, répondant à l'invitation de la chambre algérienne de commerce et de l'Industrie (CACI).

L'objectif est clair : dynamiser la coopération commerciale franco-algérienne. Le programme devrait prévoir des échanges entre acteurs clés des deux rives de la Méditerranée pour favoriser les investissements et

les partenariats stratégiques. Ségolène Royal attendue ce lundi à Alger

En visite à Alger ce lundi 26 janvier 2026, Ségolène Royal poursuit les travaux de partenariat économique engagés par l'Association France-Algérie. Pour rappel, elle a succédé à Arnaud Montebourg à la tête de cette organisation le 18 décembre 2025. Crée en 1963 au lendemain de l'indépendance algérienne, l'Association France-Algérie (AFA) constitue un pilier du dialogue bilatéral. Intervenant sur les plans économique, culturel et institutionnel, elle vise à pérenniser la coopération entre les deux nations. Après avoir été portée par des figures majeures telles que Jean-Pierre Chevènement, l'AFA entame un nouveau chapitre sous la présidence de Ségolène Royal, élue pour poursuivre cette mission historique.

Figure majeure de la vie politique française, Ségolène Royal se consacre aujourd'hui au rapprochement entre la France et l'Algérie. Ce déplacement s'inscrit dans sa mission à la tête de l'AFA, visant à pérenniser les discussions économiques bilatérales amorcées par l'association.

Nous devons la réconciliation aux jeunes des deux rives de la Méditerranée, entre la France et l'Algérie le plus vaste pays du continent africain, afin de construire des projets fructueux dans les

secteurs productifs porteurs d'avenir. Je m'y rends lundi pour écouter et... <https://t.co/AVE5JJogH>

— Ségolène Royal (@RoyalSegolene) January 24, 2026

Ségolène Royal appelle Paris à reconnaître et s'excuser pour les crimes coloniaux en Algérie

Cette visite intervient également après la première sortie médiatique de Ségolène Royal depuis sa nomination comme présidente de l'AFA. Dans un contexte de gel diplomatique persistant depuis l'été 2024, Ségolène Royal a pris la parole lors d'une conférence à l'IRIS, intitulée : « Demain, la France et l'Algérie ».

Devant un public d'universitaires et de militants, elle a prôné une approche radicale pour sortir de l'impasse : sortir des symboles pour s'attaquer au problème mémoriel. Selon elle, la réconciliation passe

Le Conseil des ministres a reporté l'examen des projets d'amendement technique de la Constitution et de la loi électorale afin de les enrichir

Le directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, a indiqué que le Conseil des ministres, tenu sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, fin décembre dernier, a reporté l'examen des projets d'amendement technique de la Constitution et de la loi organique relative au régime électoral afin de les enrichir, soulignant que cela n'avait aucun lien avec l'absence du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, “comme l'ont laissé entendre certaines rumeurs”.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la conférence nationale sur les projets d'amendement technique de la Constitution et de



la loi électorale, tenue au Palais des Nations (Alger), le directeur de Cabinet de la Présidence de la République a précisé, en réponse à une question sur ce qui a été relayé sur les réseaux sociaux, que le Conseil des ministres, réuni le 28 décembre dernier, “a étudié ces deux projets et reporté leur examen uniquement afin de les enrichir”. Et d'ajouter que ce report “n'avait aucun lien avec l'absence du Général d'Armée Saïd Chanegriha, qui était en congé”, qualifiant ce qui a été relayé de “rumeurs”.

Les partis politiques saluent les conclusions de la conférence consacrée aux projets d'amendement technique de la Constitution et de la loi électorale

Les partis politiques ayant participé, samedi, à la conférence nationale consacrée aux projets d'amendement technique de la Constitution et de la loi organique relative au régime électoral, ont salué les conclusions de cette rencontre, à même de consacrer une approche de dialogue et de concertation et de renforcer le processus démocratique.

Dans une déclaration à l'APS en marge de cette conférence, organisée au Palais des Nations à Alger, le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), M. Abdelkrim Benmabarek, a estimé que cette rencontre a été marquée par la franchise et a “traduit l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à ancrer la culture du dialogue et de la concertation permanente, et à renforcer le partenariat entre les pouvoirs publics et les partis politiques”.

Il a précisé que son parti a présenté, à cette occasion, “de nombreuses propositions tenant compte des exigences de la prochaine étape”, saluant “l'esprit de responsabilité dont ont fait preuve les différentes formations politiques participant à la conférence”.

De son côté, le SG du Rassemblement national démocratique (RND), M. Monder Boudé, a salué “le courage des institutions de l'Etat à ouvrir la voie au dialogue, afin de remédier aux insuffisances relevées lors de l'application de la Constitution de

2020”, soulignant que les échanges entre les pouvoirs publics et les partis politiques ont été “riches”.

Il a ajouté que le RND avait écouté avec attention les propositions relatives à l'amendement technique de la Constitution et à la loi électorale, qu'il a qualifiées de “logiques”.

Pour sa part, le président du Front El-Moustakbal, M. Fateh Boutibig, a estimé que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des réformes engagées par le président de la République, lesquelles traduisent son engagement à associer les partis politiques à l'élaboration des lois régissant la vie politique”, soulignant que les points proposés sont “importants et ne portent pas atteinte à l'essence de la Constitution”.

Quant au président du Mouvement El-Bina, M. Abdelkader Bengrina, il a affirmé que cette conférence “a démenti les mensonges que certaines voix tentent de véhiculer sur l'Algérie”, relevant que “cette rencontre a réuni les Algériens, qu'ils soient représentants des pouvoirs publics ou des partis politiques de toutes obédiences confondues”.

Pour sa part, le président du Front de l'Algérie Nouvelle (FAN), M. Djamel Benabdeslam, a salué les conclusions de cette rencontre qui, “établit une tradition de partenariat entre les partis politiques et les différentes autorités du pays”, estimant que les amendements proposés concernant

les deux projets sont “opportuns et indispensables”.

De son côté, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdeltali Hassani Cherif, a considéré cette conférence comme une occasion pour “s'orienter vers une réforme politique profonde contribuant au renforcement de la stabilité et servant les intérêts de la patrie dans cette conjoncture sensible que traverse le pays”.

Dans le même sillage, le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), M. Youcef Aouchiche, a exposé les principales propositions formulées par sa formation politique concernant les deux projets, notamment la loi organique portant régime électoral, lesquelles visent à “réformer la gouvernance du système électoral”.

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem a présidé cette conférence qui s'est déroulée en présence du Premier ministre, M. Sifi Ghrib.

Ont pris part aux débats ayant marqué cette rencontre, le président par intérim de l'ANIE, M. Karim Khelfane, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, ainsi que le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, en plus de plusieurs conseillers du président de la République et des représentants de 12 partis politiques.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousetimes.dz
Email: redaction@seybousetimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'édition et de Publicité, Agence ANEP 01,
AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Des partis et des organisations condamnent les campagnes de désinformation menées par les médias français contre l'Algérie

Plusieurs partis politiques et organisations ont condamné, samedi, les campagnes menées par des médias français hostiles contre l'Algérie et la méthode de désinformation manifeste qu'ils adoptent à l'encontre d'un pays souverain et indépendant, à travers des tentatives désespérées visant ses institutions et la diffamation de ses symboles.

Dans ce cadre, le Front de libération nationale (FLN) a exprimé, dans un communiqué, sa "condamnation absolue et sa vive réprobation des campagnes hostiles flagrantes et systématiques que les médias publics français continuent de mener contre l'Algérie", qualifiant ces agissements de "comportement agressif manifeste qui ne tolère plus ni interprétation ni justification". Cette attitude révèle clairement, selon le parti,

"l'implication de ces médias dans une sale guerre de propagande épousant les thèses de l'extrême droite".

Ce qui est diffusé sur les écrans de "France Télévisions" à propos de l'Algérie, ajoute le parti, "ne relève plus de l'information, mais est devenu un instrument de désinformation, d'incitation et de falsification délibérée des faits, ainsi que de diffusion de contre-vérités flagrantes et d'atteinte directe à la souveraineté de l'Algérie et à ses institutions", ce qui constitue "une dérive dangereuse mettant à nu la faillite morale et

professionnelle de ces médias et les plaçant dans le camp de l'hostilité ouverte à l'égard d'un pays indépendant et souverain". Après avoir souligné que la raison de ces pratiques médiatiques orientées réside dans le fait que certains cercles français "n'ont pas encore digéré la réalité selon laquelle l'Algérie est aujourd'hui un Etat à la décision souveraine et indépendante, qui n'accepte ni tutelle ni diktats, notamment après les décisions audacieuses prises par l'Etat algérien sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", le parti a tenu les institutions officielles françaises pour responsables de cette "dérive grave", affirmant que "les tentatives de dénigrement et de chantage médiatique n'affecteront en rien l'Algérie, qui ne pliera pas sous la pression et ne transigera jamais sur sa souveraineté".

Pour sa part, le Rassemblement national démocratique (RND) a exprimé "son étonnement et son mécontentement" face à ce qui a été diffusé par la chaîne publique française, qui n'est rien d'autre qu'une "pratique grossière de dénigrement politique et un discours hostile dépassé par le temps et les faits".

Cette attaque médiatique coïncide avec l'adoption par le Conseil de la nation de la loi criminalisant la colonisation française en Algérie, ce qui révèle "une tentative désespérée de reproduire un discours dépassé par la réalité, dont les

auteurs n'ont d'autre choix que de ressasser leur haine sous couvert de journalisme", a-t-il rappelé.

Le RND a rappelé que l'Algérie "n'a nul besoin de certificats de bonnes conduites", soulignant que les relations entre les Etats "se construisent sur le respect mutuel et l'égalité, et non sur le règlement de comptes".

De son côté, le Mouvement El Bina El-Watani a condamné l'attaque médiatique française contre l'Algérie et ses symboles à travers un contenu médiatique qui, dans son essence, "a, délibérément cherché à ternir l'image de l'Algérie, en reproduisant d'anciennes narrations coloniales par le biais des rédactions qui continuent de porter un regard de tutelle sur l'Algérie, en violation des règles juridiques régissant les médias français".

Cette action médiatique, "dépourvue de professionnalisme", participe des tentatives désespérées visant à faire pression sur l'Etat algérien, en ciblant ses institutions et ses symboles, et en semant le doute autour de

ses choix souverains", au moment où l'Algérie "a prouvé sa capacité à gérer ses affaires intérieures et extérieures, conformément au principe d'un Etat indépendant qui n'accepte ni diktats ni manœuvres de chantage", a-t-il ajouté.

Partant de ce constat, le Mouvement a réaffirmé son rejet de cette "dérive dangereuse", dont les



appelant les autorités françaises à revoir cette approche médiatique hostile qui "ne sert pas la stabilité des relations bilatérales".

Il ne s'accorde avec les discours officiels en faveur du partenariat et de la coopération".

De son côté, le Front du militantisme national (FMN), a estimé que ce qui a été récemment diffusé sur les chaînes françaises relève de "pratiques visant à redessiner l'image de l'Algérie selon une approche de tutelle rejetée par l'histoire", ajoutant que "l'Algérie exerce aujourd'hui pleinement sa souveraineté et fonde ses choix sur ses propres intérêts".

Dans le même sillage, le Mouvement dynamique des Algériens de France (MOUDAF) a fait part de "sa profonde indignation" face à la couverture médiatique française "biaisée ciblant les Algériens", dénonçant "la diffamation délibérée de la réputation des responsables français élus d'origine algérienne ainsi

que l'incitation contre les Franco-Algériens, au lieu de reconnaître la communauté algérienne comme un acteur essentiel et un pont naturel pour la coexistence et les relations algéro-françaises".

A cet égard, le Mouvement a exprimé son rejet ferme de ce traitement médiatique "tendancieux", soulignant que "l'identité algérienne ne constitue nullement une menace et que la défense de l'Algérie face aux

campagnes de dénigrement est un droit légitime".

Pour sa part, l'Organisation nationale des journalistes algériens (ONJA), a condamné avec la plus grande fermeté ce qui a été diffusé par les médias français à travers une émission télévisée qui "n'était en réalité qu'un acte de propagande et d'incitation visant l'Algérie, Etat et peuple", appelant l'ensemble des médias nationaux à "faire face à toutes les campagnes médiatiques portant atteinte aux institutions de l'Etat et aux symboles de la République".

Relations algéro-russe : Moscou réfute toute tension avec Alger sur le Sahel

À l'issue de la première visite officielle en Algérie d'un groupe parlementaire russe chargé de la coopération avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, les autorités des deux pays ont réaffirmé la solidité de leurs relations bilatérales. Loin des spéculations sur d'éventuelles tensions, notamment autour des dossiers sensibles du Sahel et de la Libye, Moscou assure qu'aucun différend sérieux n'oppose la Russie à l'Algérie. Dans un entretien accordé au quotidien arabophone El-Khabar, le député russe Dmitry Sablin, coordinateur du groupe parlementaire et vice-président de la commission de la Défense à la Douma, a tenu à lever toute ambiguïté. « Il n'existe

pas de désaccords profonds entre l'Algérie et la Russie », a-t-il affirmé, soulignant la convergence des visions des deux pays sur les grandes questions régionales.

Une diplomatie parlementaire en plein essor
Pour Dmitry Sablin, cette visite marque une étape importante dans le renforcement de la diplomatie parlementaire entre Alger et Moscou. Bien qu'il s'agisse de sa première visite en Algérie, le responsable russe rappelle que les échanges entre parlementaires des deux pays « reposent sur des racines solides » et ne datent pas d'hier.

Il évoque notamment les visites régulières et la récente venue de députés algériens à Moscou durant l'été dernier,

qu'il considère comme la preuve d'un dialogue constant et constructif. Selon lui, la diplomatie parlementaire constitue un levier efficace pour traiter de nombreuses questions internationales, grâce à sa proximité avec les citoyens et à sa plus grande souplesse par rapport aux canaux diplomatiques traditionnels.

Un potentiel économique encore sous-exploité

Sur le plan stratégique, Dmitry Sablin estime que l'Algérie et la Russie disposent de nombreux atouts pour approfondir leur coopération. Il reconnaît cependant l'existence d'un décalage entre la qualité du dialogue politique et le niveau réel des échanges économiques

et commerciaux.

Parmi les pistes évoquées figurent la création d'une « maison de commerce russe » en Algérie, destinée à faire du pays une porte d'entrée vers le marché africain. Le développement du tourisme, le renforcement du dialogue entre les sociétés civiles, ainsi que l'ouverture éventuelle d'un centre culturel russe à Alger font également partie des projets à l'étude.

Le Sahel au cœur des préoccupations communes

Concernant le Sahel, souvent présenté comme un terrain de divergences entre acteurs internationaux, le député russe se montre catégorique. Les difficultés actuelles dans la région seraient avant tout liées,



selon lui, à l'héritage colonial, qui continue de peser sur les relations entre États africains. Moscou priviliege, affirme-t-il, une approche fondée sur le dialogue et la négociation, afin d'aider ses partenaires à surmonter les conflits et à restaurer la stabilité régionale. Une vision qui rejette, sur plusieurs points, la position traditionnelle de l'Algérie, attachée aux solutions politiques et au respect de la souveraineté des États.

EDUCATION

La vérification des données des inscrits aux examens du BEM et du Bac entre le 26 janvier et le 9 février



ils relèvent, et ce avant le 10 février 2026.

Si l'erreur concerne le nombre de candidatures déclarées ou l'obtention du Baccalauréat, le candidat doit s'acquitter du montant dû, selon le cas, via la plateforme de e-paiement : epay.education.dz, et ce au plus tard lundi 9 février 2026", conclut le communiqué.

L'ensemble des candidats aux examens du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat, sont invités à vérifier l'exactitude des données concernant enregistrées sur les deux sites web de l'Office national des examens et concours (ONEC), et ce avant le 10 février prochain, a annoncé, dimanche dans un communiqué, le

ministère de l'Education nationale. "Tous les candidats aux examens du BEM et du Baccalauréat session 2026, scolarisés et libres, sont tenus d'accéder aux deux sites de l'ONEC durant la période allant du lundi 26 janvier 2026 au 9 février prochain afin de consulter les données saisies et s'assurer de leur exactitude", précise la même source.

Le ministère de l'Education

nationale a averti que "dans le cas où une erreur serait constatée, les candidats scolarisés doivent en informer les directeurs de leurs établissements du type d'erreur relevée. Les candidats libres sont, quant à eux, tenus d'en informer la direction de l'Education auprès de laquelle ils sont inscrits ou le centre de wilaya de l'enseignement et de la formation à distance duquel

L'Algérie a réalisé un saut qualitatif en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles



Le saut qualitatif réalisé par l'Algérie en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles a été mis en exergue, dimanche à Alger, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Les participants à une rencontre consacrée à la présentation du rapport sur les résultats de la deuxième phase du projet intitulé "Soutenir les efforts de la réponse algérienne dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles", élaboré par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ont mis l'accent sur le bond remarquable réalisé par l'Algérie dans ce domaine, conformément aux orientations du président de la République.

S'exprimant à cette occasion, le représentant du ministère des Affaires étrangères, M. Fethi Metref, a salué les conclusions de ce projet, précisant qu'elles traduisent "le saut qualitatif réalisé par l'Algérie dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles".

Il a souligné que ce projet, axé sur "le renforcement des capacités des secteurs concernés à travers la formation et les ateliers ciblés, et l'amélioration de la coordination entre les parties intervenantes pour une meilleure prise en charge des victimes, reflète la volonté politique suprême, s'inscrivant en droite ligne avec les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, afin de consolider la réponse nationale face à cette problématique, considérée comme une violation grave des droits de l'homme".

Le représentant a également réitéré "l'engagement de l'Etat à lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles à travers ce projet commun, qui réunit différents

secteurs nationaux, l'UNFPA et l'ONUDC, avec le soutien du gouvernement du Royaume des Pays-Bas".

Il a rappelé également les principaux acquis juridiques et institutionnels réalisés par l'Algérie en matière de protection de la femme et de l'enfant, aux plans national et international.

Pour sa part, Mme Faiza Bendriss, Cheffe du Bureau du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) en Algérie, a salué les efforts de l'Algérie dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles, indiquant que les résultats de ce projet sont "très positifs et traduisent un bond remarquable en matière de prise en charge des femmes et des filles et de leur protection contre toutes les formes de violence".

Elle a mis en avant "le rôle éminent et efficace du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a accordé une grande importance à ce projet en appelant les différents secteurs à intensifier les efforts pour le faire aboutir".

Dans ce contexte, le représentant de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en Algérie, M. Yassine Beldjebel, a salué les résultats de ce rapport qui "réflètent clairement les efforts importants déployés par l'Algérie pour consacrer une protection plus renforcée aux femmes et aux filles victimes de violence", ajoutant que cet organisme onusien œuvre à "fournir l'expertise et assurer diverses sessions de formation en vue de permettre aux acteurs de ce domaine de faire face efficacement à ce phénomène".

Pour sa part, la coordinatrice résidente de l'Organisation des Nations unies en Algérie, Mme Savina Claudia Ammassari, a salué les résultats positifs issus de ce rapport, qui a démontré que l'Algérie "est parvenue réellement à renforcer ses capacités en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles".

EDUCATION Plus d'un million de candidats inscrits au concours de recrutement des enseignants

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a révélé, samedi à Alger, l'inscription de 1.065.000 candidats pour concourir à 40.500 postes dans le cadre du concours de recrutement des enseignants.

Dans une déclaration à la presse, en marge des travaux d'une journée de formation au profit des journalistes spécialisés dans les questions éducatives, organisée par le ministère de la Communication en partenariat avec le ministère de l'Education nationale, M. Sadaoui a précisé que "1.065.000 candidats sont inscrits pour concourir à 40.500 postes", soulignant que l'opération de recrutement est soumise à un système numérique intégré garantissant la transparence et l'égalité des chances, à travers la possibilité offerte aux candidats de



suivre leurs dossiers et de corriger toute insuffisance dans les délais impartis.

Le classement et la notation des candidats se font de manière automatique, selon des critères précis, en vue d'attirer des compétences qualifiées parmi les titulaires de diplômes formés dans les Ecoles normales supérieures (ENS), les universités ou les instituts, afin de contribuer au processus éducatif, a-t-il ajouté.

Concernant les réformes du système éducatif, le ministre a insisté sur

le fait qu'"il ne s'agit pas d'une opération conjoncturelle réalisée du jour au lendemain, mais d'un travail continu mené avec discernement et avec la participation d'experts spécialisés dans le domaine", affirmant que la réforme éducative n'est pas soumise à des initiatives individuelles ou à des traitements improvisés.

Sadaoui a également indiqué que la réforme s'inscrit dans une équation équilibrée reposant, d'une part, sur le renouvellement des connaissances scientifiques et l'accompagnement du progrès scientifique, et, d'autre part, sur la préservation de l'identité nationale, soulignant que le ministère de l'Education nationale est "le garant de l'identité nationale" et que l'ensemble des réformes s'opèrent dans le respect de l'identité nationale et des valeurs constitutionnelles.

EDUCATION Plus d'un million de candidats inscrits au concours de recrutement des enseignants

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama a appelé, samedi, la presse nationale spécialisée dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement à s'adapter avec professionnalisme aux exigences de la nouvelle phase, en adéquation avec les objectifs ambitieux fixés par les pouvoirs publics pour promouvoir la qualité de la performance scolaire.

Dans son allocution à l'ouverture d'une journée de formation au profit des journalistes intéressés par les questions éducatives, organisée au siège du ministère de la Communication, en partenariat avec le ministère de l'Education nationale, à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, M. Bouamama a souligné que la presse nationale spécialisée

dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, qui a accompagné ce secteur sensible dès le début, est appelée aujourd'hui à s'adapter aux exigences de la nouvelle phase avec un haut professionnalisme en adéquation avec les objectifs ambitieux fixés par les pouvoirs publics pour promouvoir la qualité de la performance scolaire et renforcer la réforme du système éducatif conformément aux défis de l'heure.

Les médias spécialisés dans le domaine de l'éducation revêtent une grande importance dans la sensibilisation face aux défis auxquels est confronté le système éducatif, a-t-il souligné.

A cet égard, le ministre a ajouté que ces médias présentent plusieurs caractéristiques qui exigent, de la part des producteurs de contenus spécialisés, une connaissance

exacte des sujets traités, compte tenu de la sensibilité de ce domaine, soulignant qu'il ne s'agit pas simplement de rédiger des articles, mais de traiter des dossiers qui se recoupent parfois avec le processus pédagogique et ses spécificités, les programmes scolaires et leurs contenus, sans oublier les questions liées à la sécurité de l'éducation et ses implications.

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'éducation, M. Bouamama a mis l'accent sur les efforts considérables déployés par l'Etat algérien dans ce secteur stratégique, saluant les acquis réalisés et le saut qualitatif qui ont permis à l'Algérie d'occuper des places éminentes au niveau régional et continental. Pour sa part, le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a rappelé l'importance de l'accompagnement des médias au secteur de l'Education nationale, insistant sur l'ouverture de son département aux médias pour fournir les données nécessaires et garantir un traitement serein des différents dossiers du secteur.

Il a ajouté que cet accompagnement contribue à réaliser une harmonie entre les communautés éducative et médiatique, en permettant aux médias de comprendre les politiques du secteur, favorisant ainsi un débat conscient sur les questions éducatives.

Le ministre de l'Education nationale a, dans ce cadre, souligné l'importance de renforcer les échanges entre les professionnels des médias et les services de son secteur, ainsi que la nécessité de s'accorder sur certains termes propres au secteur, tout en évitant

les généralisations inappropriées. Il a également rappelé l'attention particulière accordée à la communauté éducative par les hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui lui accorde une grande importance, affirmant que le système éducatif, chargé de l'éducation des générations et de leur préparation à l'avenir, veille à accomplir ses missions avec intégrité à travers 30.000 établissements scolaires à l'échelle nationale.

S'agissant de la formation liée à l'intégration, M. Sadaoui a précisé qu'elle était prévue par le statut particulier en vigueur, ajoutant que sa durée a été réduite au strict minimum, compte tenu de son caractère exceptionnel, avec une adaptation du programme durant le mois de Ramadhan, réaffirmant la volonté du ministère de permettre au plus grand nombre de fonctionnaires de bénéficier de l'intégration.

De leur côté, les intervenants ont présenté, lors de cette journée de formation, la politique adoptée par le secteur de l'Education nationale, passant en revue les missions de l'Ecole algérienne en matière d'éducation et de sensibilisation des citoyens, d'ancrage des valeurs nationales, de renforcement de l'identité nationale et de préservation de la stabilité sociale.

Des explications ont également été apportées concernant la gestion du secteur, afin de lever toute ambiguïté sur certaines informations circulant dans le milieu éducatif et au sein de la société, notamment au regard de la diversité des plateformes de réseaux sociaux.

Deux colosses de plus de 200 mètres accostent à Jijel : Le port de Djen Djen franchit un nouveau cap

L'infrastructure portuaire de Jijel confirme son attractivité internationale. En accueillant simultanément deux navires de la Mediterranean Shipping Company (MSC), leader mondial du fret maritime, le port de Djen Djen consolide sa position de hub stratégique en Méditerranée. Ce jeudi soir, le port a annoncé l'accostage réussi des navires PORTO III et RADIANT III, battant pavillon de la prestigieuse compagnie MSC. Avec des dimensions imposantes — environ 209 mètres de long et 30 mètres de large chacun — ces bâtiments témoignent de la capacité opérationnelle du port à gérer des unités de grande envergure. L'arrivée de MSC à Djen Djen n'est pas un simple événement logistique, mais un signal fort envoyé aux alliances maritimes

mondiales. Selon des sources officielles, l'intégration du port de Jijel dans le réseau du numéro un mondial du conteneur vise à :

- Booster le trafic de conteneurs de manière significative.
- Positionner l'Algérie comme un carrefour incontournable entre l'Europe et l'Afrique.
- Optimiser les performances opérationnelles et la qualité des services portuaires.

Pour le géant italo-suisse MSC, l'Algérie représente un « marché stratégique », idéalement situé pour fluidifier les échanges transcontinentaux.

Infrastructures maritimes : Coup de pression sur le port phosphatier d'Annaba

Alors que le port de Djen Djen affiche une santé de fer, le chantier d'extension du terminal minéralier d'Annaba semble marquer le pas. Face aux retards constatés,



le ministre des Travaux publics, Abdelkader Djellaoui, a tapé du poing sur la table : l'ouvrage doit être livré avant la fin juin.

Le contraste est saisissant. Si la dynamique opérationnelle bat son plein à Jijel, la rigueur est devenue le maître-mot à Annaba. En visite d'inspection après avoir passé en revue la ligne minière Est, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, n'a pas caché son impatience. Ce projet, véritable poumon logistique pour l'exportation du phosphate national, a accusé certains ralentissements préoccupants ces dernières semaines.

Ancien wali de la ville, le ministre joue ici sur un terrain qu'il connaît parfaitement. Sa sentence est tombée sans appel : il ne tolérera aucune dérive calendaire supplémentaire.

Pour redonner du souffle à ce chantier stratégique, le ministre a directement interpellé l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP) ainsi que les entreprises partenaires. L'objectif est désormais gravé dans le marbre : une livraison impérative d'ici la fin du premier semestre 2026.

Afin d'éviter de nouveaux essoufflements, Abdelkader Djellaoui a imposé une méthodologie stricte :

- Suivi de terrain intensif et permanent.
- Définition de quotas de production précis par phase de travaux.
- Application rigoureuse des

critères contractuels pour chaque intervenant.

Il faut dire que l'enjeu est colossal. Ce projet d'extension ne se contente pas de moderniser l'existant ; il redimensionne totalement les capacités d'exportation de l'Algérie. Le défi technique repose sur trois piliers majeurs :

- L'allongement de la digue principale sur 1 400 mètres.
- Un quai minéralier de 1 600 mètres de long, affichant un tirant d'eau de 16 mètres, permettant l'amarrage des plus grands vraquiers mondiaux.
- L'aménagement de 82 hectares de terre-pleins à l'arrière des quais pour le stockage et le traitement. Une fois opérationnel, ce complexe portuaire sera le fer de lance du complexe intégré de Tébessa, propulsant le phosphate algérien sur l'échiquier mondial avec une force de frappe logistique inédite.

Après 15 ans d'attente, l'Algérie renoue avec ses quotas historiques de thon rouge



À près quinze ans de restrictions, l'Algérie entame une phase de relance majeure de sa filière thonière. Suite aux négociations de Séville, le pays a réussi à porter sa quote-part à 2 460 tonnes, marquant le retour en force de la diplomatie halieutique nationale.

En effet, l'Algérie s'apprête à redynamiser son secteur de la pêche au thon rouge. Ce renouveau fait suite à la réunion de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), tenue à Séville du 17 au 24 novembre

2025. À l'issue de ces assises, les négociateurs algériens ont obtenu une augmentation de 437 tonnes, portant le quota global du pays à 2 460 tonnes.

Désormais, l'Algérie détient environ 5,10 % des captures totales autorisées par l'organisation internationale. Ce résultat est perçu comme une véritable « rectification

de trajectoire » après une période de vaches maigres entamée en 2010, année où la part de l'Algérie avait été drastiquement réduite à seulement 1 %.

Horizon 2028 : Vers une explosion des revenus de la pêche au thon en Algérie

Selon les données relayées par la Radio Algérienne, cette avancée devrait se traduire par une reprise qualitative de l'activité d'ici l'horizon 2028. L'objectif est de compenser les préjudices économiques subis durant seize années de quotas restreints, qui ont lourdement pesé sur les armateurs

et les exportations nationales. Le succès de cette démarche repose sur une synergie efficace entre :

- Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

•La diplomatie algérienne, dont le rôle a été déterminant dans la défense des intérêts du pays.

Sécurité alimentaire : Les retombées concrètes des nouveaux accords de Séville

Au-delà des chiffres, l'Algérie consolide son influence institutionnelle. Le représentant algérien, Amar Ouchelli, a été reconduit à la présidence de la

quatrième sous-commission de l'ICCAT. Cette réélection témoigne de la confiance de la communauté internationale et garantit au pays un siège stratégique au sein des instances de régulation mondiales.

Cette hausse des capacités de pêche n'est pas qu'une question de prestige. Elle représente un levier crucial pour :

- Renforcer la sécurité alimentaire nationale.
- Booster les recettes d'exportation, le thon rouge restant l'un des produits de la mer les plus prisés et les plus rémunérateurs sur les marchés mondiaux.

Vers la fin du stress hydrique en Algérie : Les barrages reprennent des couleurs en ce début 2026



Grâce aux précipitations soutenues enregistrées depuis décembre dernier, les réserves hydriques nationales affichent une progression rassurante. Un soulagement tant pour le secteur agricole que pour la sécurité en eau potable du pays. Bien qu'elles surviennent par intermittence, les pluies qui arrosent l'Algérie depuis le mois de décembre s'avèrent d'une importance capitale. Selon les données officielles, le taux de remplissage des barrages a connu une hausse significative en ce début d'année 2026, suite à des épisodes pluvieux de forte intensité.

Net rebond du niveau de remplissage des barrages en Algérie en 2026

Si le renouvellement des nappes phréatiques reste complexe à quantifier en temps réel, la situation en surface est, elle, bien plus visible. Les relevés effectués sur les 81 barrages que compte le pays témoignent d'une dynamique positive.

Sur les images diffusées sur les réseaux sociaux, notamment sur la page officielle de l'Agence Nationale des Barrages et Transferts (ANTB), le constat est sans appel : de nombreuses infrastructures sont arrivées à saturation.

Plusieurs barrages ont d'ailleurs dû procéder à des lâchers d'eau préventifs pour gérer l'excédent de débit. C'est notamment le cas pour :

- Le barrage de Mexa (El Tarf).
- Le barrage de Kissir (Jijel).
- Le barrage de Oued Taht (Mascara), qui a évacué près de 11 millions de mètres cubes suite aux crues provoquées par des pluies diluviennes.

À ce jour, huit infrastructures, dont les barrages de Seklafa (Laghouat), Bouzegza (Tissemsilt) et celui d'Aïn Témouchent, affichent un taux de remplissage exceptionnel de 100 %.

L'Ouest algérien sous l'influence du cyclone « Harry »

Cette année, les précipitations ont

touché l'ensemble du territoire, mais ont été particulièrement violentes dans l'ouest du pays. Le passage de la tempête Harry, mardi et mercredi derniers, a provoqué des inondations majeures dans les wilayas de Relizane et d'Aïn Defla.

La crue de l'Oued El Kébir (alimentant le barrage de Sidi Yaâkoub à Chlef) et celle de l'Oued Mina à Relizane ont certes causé des dégâts matériels et coupé plusieurs axes routiers, mais elles garantissent une ressource inestimable pour les agriculteurs de la région, durablement éprouvés

par la sécheresse des années précédentes.

Les chiffres confirment cette tendance haussière :

•Début janvier 2026 : Le taux de remplissage national stagnait à 33,82 %.

•Mi-janvier 2026 : Il frôle désormais les 38 %, rejoignant ainsi les niveaux records enregistrés à la même période en 2025. Les experts se montrent optimistes pour les semaines à venir. Selon eux, le maintien des chutes de neige sur les reliefs devrait consolider ces réserves. Contrairement à la

pluie, la fonte des neiges assure un apport hydrique progressif et durable vers les barrages et les nappes souterraines, prolongeant ainsi les bénéfices de cette saison hivernale généreuse.

Le net regain des réserves hydriques marque une rupture avec les années de sécheresse récente et ouvre la voie à une amélioration progressive de la situation hydrique nationale. Toutefois, seule la continuité des apports naturels et une politique de rationalisation de l'eau permettront d'inscrire cette dynamique dans la durée.

ANNABA : Relance du transport ferroviaire des conteneurs entre le port et la zone de stockage d'El Allelick

S.F

Le wali, Abdelkrim Lamouri, a présidé, hier dimanche, en matinée, la cérémonie de relance du train de transport de conteneurs reliant le port d'Annaba à la plateforme de stockage des conteneurs d'El Allelick (commune d'El Bouni), sur une distance d'environ 4 kilomètres. La cérémonie s'est déroulée en présence des membres de la commission de sécurité, de parlementaires des deux chambres, du délégué local du Médiateur de la République, du directeur régional des Douanes, du chef de daïra d'El Bouni, du chef de l'Inspection des divisions des Douanes, ainsi que des directeurs des secteurs du transport, de la protection civile, du port et de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) – région d'Annaba.

À cette occasion, le wali a souligné l'importance stratégique et économique de cette opération, qui vise à



assurer un acheminement fluide et sécurisé des conteneurs, tout en augmentant les capacités de transport. Cette démarche contribuera notamment à désengorger le port d'Annaba, à préserver les infrastructures routières et à améliorer les conditions de circulation des marchandises.

La relance du transport ferroviaire permettra également de renforcer la performance du service portuaire, d'optimiser son efficacité opérationnelle et de réduire les coûts logistiques au profit des opérateurs économiques. Elle s'inscrit, par ailleurs, dans une stratégie de diversification des modes de

transport, favorisant une sortie plus rapide des conteneurs du port. Il est à noter que, dans une première phase, la SNTF a mobilisé dix wagons pour cette opération, avec la perspective de doubler ce nombre à vingt wagons dans les prochains jours, en fonction des besoins

et du rythme de l'activité portuaire.

Cette initiative traduit la volonté des autorités locales de moderniser la chaîne logistique, de soutenir l'investissement et de renforcer le rôle du port d'Annaba comme pôle économique stratégique à l'échelle régionale et nationale.

ANNABA : Campagnes 2026 de prévention et de lutte contre les feux de forêts et de reboisement national de cinq millions d'arbres

Imen.B

Dans le cadre des préparatifs relatifs à la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêts pour l'année 2026, ainsi que de la campagne nationale de reboisement, le Conservateur des forêts de la wilaya d'Annaba a pris part, avant-hier, à la réunion du Conseil exécutif de la wilaya, tenue sous la présidence du wali, Abdelkrim Lamouri. Cette réunion s'est déroulée en présence du P/APW, du wali-délégué de la circonscription administrative Benaouda Bnemostefa, du Secrétaire général de la wilaya, de l'Inspecteur général de la wilaya, des chefs de daïras, des P/APC, des membres du Conseil exécutif, du recteur de l'Université d'Annaba, ainsi que des directeurs des établissements publics, agences et fonds concernés, du Directeur général de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière, du Directeur régional de l'Agence AADL et du Directeur du guichet unique décentralisé de l'investissement.



Plan de prévention et de lutte contre les feux de forêts – Année 2026

Lors de cette réunion, il a été procédé à l'installation de la commission opérationnelle de wilaya chargée de la prévention et de la lutte contre les feux de forêts.

À cette occasion, le wali a insisté sur la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires, soulignant l'importance de garantir une couverture complète du réseau de téléphonie mobile dans toutes les zones forestières, renforcer la surveillance des massifs

forestiers afin de prévenir tout départ de feu, veiller à la propreté et à l'entretien des espaces forestiers et assurer une intervention rapide et efficace en cas d'incendie. Le wali a également instruit le Conservateur des forêts et le Directeur de la Protection civile à l'effet de mobiliser les aéronefs et les équipements spécialisés, indispensables à une réaction immédiate face aux feux éventuels.

Préparatifs de la campagne nationale de reboisement – 14 février 2026

S'agissant de la campagne nationale de reboisement, prévue le 14 février 2026,



et placée sous le slogan « Plantation de cinq millions d'arbres », il a été demandé aux chefs de daïras et aux présidents des assemblées populaires communales d'élaborer des programmes spécifiques, en coordination avec la Conservation des forêts. Il a également été recommandé de préparer un programme particulier à l'occasion de la Journée de l'Arbre, et d'entamer immédiatement les opérations de plantation au niveau des zones urbaines et périurbaines, ainsi que dans les établissements publics, dans un objectif de

renforcement du couvert végétal et d'amélioration du cadre de vie.

En clôture des travaux de ce conclave, le wali a émis des instructions fermes afin d'assurer la réussite de la campagne de prévention et de lutte contre les feux de forêts 2026, ainsi que de la campagne nationale de reboisement, en mettant l'accent sur la mobilisation totale des ressources humaines et des moyens logistiques, le renforcement de la coordination sur le terrain et le suivi rigoureux de la mise en œuvre des programmes arrêtés.

ANNABA / SUIVI DES CONDITIONS DE SCOLARISATION

Le Chef de daïra inspecte l'état des lieux de l'école primaire "Rizzi Amor"

Imen.B

Dans le cadre du suivi régulier des conditions de scolarisation et de l'amélioration de l'environnement éducatif, le Chef de daïra d'Annaba a effectué, hier dimanche, une inspection de terrain au niveau de l'école primaire "Rizzi Amor", afin de s'enquérir de près de la situation pédagogique et des conditions d'accueil des élèves. Cette visite a permis de contrôler l'état des salles de cours, leur conformité aux normes en vigueur et leur aptitude à assurer un cadre propice à l'apprentissage. Le premier responsable de la daïra a également procédé à l'inspection



du restaurant scolaire, en mettant l'accent sur la qualité et la valeur nutritionnelle des repas servis, ainsi que sur le respect des normes d'hygiène et de santé. Par ailleurs, la visite a porté sur la disponibilité de l'eau au niveau

des sanitaires, la régularité de l'approvisionnement en denrées alimentaires, les conditions de stockage des produits, en plus du fonctionnement du système de chauffage, particulièrement important en cette période

hivernale. Le Chef de daïra s'est également assuré de la disponibilité des moyens pédagogiques nécessaires, indispensables au bon déroulement de l'acte éducatif, tout en rappelant l'importance

du respect strict des règles de propreté, d'hygiène et de sécurité sanitaire au sein de l'établissement. À l'issue de cette visite, des orientations ont été données aux responsables concernés afin de remédier aux lacunes relevées, de renforcer la qualité des prestations éducatives et d'assurer aux élèves des conditions de scolarisation optimales, garantissant leur bien-être et leur réussite scolaire. Cette démarche s'inscrit dans la volonté des autorités locales de veiller à la protection de la santé des élèves, d'améliorer le cadre éducatif et de placer l'élève au cœur des priorités du service public.

ANNABA / ADMINISTRATION

Visites inopinées de suivi du service public

Imen.B

Dans le cadre du suivi continu du fonctionnement des administrations publiques et de l'amélioration de la qualité du service rendu aux citoyens, le Chef de daïra a effectué, dans la matinée d'hier, une visite d'inspection au niveau de l'antenne administrative d'Oued Kouba. Cette visite s'inscrit dans le cadre des sorties en matinée visant à s'enquérir de près des conditions de prise en charge des citoyens, de la qualité de l'accueil

qui leur est réservé, ainsi que du bon déroulement des prestations administratives. À cette occasion, le Chef de daïra a procédé à une évaluation du niveau de disponibilité des services, du respect des horaires de travail, et de l'application des directives relatives à la simplification des procédures administratives. Il a également insisté sur la nécessité d'assurer un accueil digne et professionnel, fondé sur l'écoute, l'orientation et la célérité dans le traitement des demandes des usagers. Par ailleurs, des

orientations ont été données afin de renforcer l'efficacité du service public, d'améliorer les conditions de travail des agents et d'assurer une prise en charge optimale des doléances des citoyens, dans le respect des lois et réglementations en vigueur. Cette démarche traduit la volonté des autorités locales de rapprocher l'administration du citoyen, de promouvoir une gestion de proximité et de garantir un service public performant, à la hauteur des attentes de la population.



ANNABA : Poursuite du programme de nettoyage du territoire

S.F

Dans le cadre du programme wilayal de propreté mis en place par l'office relevant de la wilaya, des opérations de nettoyage ont été menées samedi passé dans plusieurs communes de la wilaya, notamment Annaba, El Hadjar,

Berrahal, El Treat, El Bouni, Ain Berda et Chetaïbi. Cette initiative, qui a mobilisé tous les moyens humains et matériels des services concernés, vise à assainir l'environnement, éliminer les points noirs et améliorer le cadre de vie des citoyens. Elle s'inscrit dans les

efforts continus de la wilaya pour donner à Annaba un visage propre et accueillant. Ces opérations s'inscrivent dans une démarche de travail volontaire et citoyen, impliquant l'ensemble des services de la wilaya pour garantir un environnement sain et agréable pour tous les habitants.



ANNABA / DIRECTION DU COMMERCE

Mise en place des box pour une manifestation commerciale spéciale dédiée au mois sacré de Ramadhan

Imen.B

Dans le cadre des préparatifs en cours pour l'accueil du mois sacré de Ramadhan 2026, les autorités locales poursuivent les opérations d'aménagement et de réhabilitation du dépôt de l'avant-port, situé sur le front de mer de la commune d'Annaba, destiné à abriter la

manifestation commerciale spéciale Ramadhan. Cette opération s'inscrit dans le programme global de préparation des marchés de proximité programmés à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, à raison d'un marché par daïra, et ce sous l'organisation et la supervision de la Direction du commerce de la wilaya d'Annaba. La manifestation commerciale connaîtra la

participation de nombreux opérateurs économiques, issus aussi bien du secteur public que privé, ainsi que des importateurs et des grossistes, qui proposeront une large gamme de produits et denrées de consommation courante répondant aux besoins des citoyens durant le mois de Ramadhan. L'objectif principal de cette initiative est de garantir la disponibilité régulière



des produits, de contribuer à la régulation du marché et de proposer des prix compétitifs et accessibles,

afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages, notamment durant cette période marquée par une forte demande. Ces actions traduisent la volonté des pouvoirs publics de créer un cadre commercial organisé, d'encourager la concurrence loyale entre les opérateurs et d'assurer aux citoyens des conditions d'approvisionnement optimales à l'approche du mois sacré.

ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA :

Démantèlement des réseaux de trafic de cocaïne et de comprimés psychotropes

Imen.B

Les services de la sûreté nationale poursuivent, avec la même détermination, leurs efforts pour lutter contre toutes les formes de criminalité, notamment le phénomène de la commercialisation des drogues et des substances psychotropes, qui constitue une menace directe pour la santé et la sécurité publiques. Dans ce cadre, les éléments de la Brigade de Recherche et d'Intervention (BRI) et de la Brigade de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, relevant de la sûreté de la wilaya d'Annaba, ont réussi, au cours de la semaine écoulée

et à travers trois opérations distinctes, à interroger cinq (05) individus, dont une femme, et à saisir une quantité de drogues dures (cocaïne) ainsi qu'un nombre important de comprimés hallucinogènes de différents types. La première affaire, traitée par la Brigade de Recherche et d'Intervention, a permis le démantèlement d'un réseau criminel organisé, spécialisé dans le trafic de drogues dures, notamment la cocaïne. L'opération s'est soldée par l'arrestation de trois (03) personnes, dont une femme, âgées entre 29 et 41 ans, parmi lesquelles deux faisaient l'objet de recherches judiciaires. Les forces de l'ordre

ont procédé à la saisie de 87,35 grammes de cocaïne, d'une somme d'argent provenant des revenus du trafic, de quatre (04) téléphones portables, ainsi que de deux (02) véhicules de tourisme utilisés dans l'activité criminelle. Quant aux deuxièmes et troisième affaires, traitées par la Brigade de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, elles ont abouti à l'arrestation de deux (02) individus, âgés de 24 et 33 ans, avec la saisie de 709 comprimés hallucinogènes de différentes catégories. Après l'achèvement de l'ensemble des procédures légales en vigueur, les mis en cause ont été présentés devant les



procureurs de la république territorialement compétents, afin de répondre des faits qui leur sont reprochés. Ces opérations traduisent la vigilance permanente et l'engagement constant des

services de la sûreté nationale dans la lutte contre les réseaux de trafic de drogues et de psychotropes, et ce dans le but de préserver la sécurité, la santé publique et la quiétude des citoyens.

ANNABA :

Les autorités appellent à la prudence face à la conduite dangereuse nocturne

S.F

Les autorités locales d'Annaba ont lancé un appel à la prudence auprès des conducteurs, suite à une recrudescence des comportements dangereux sur les routes pendant la nuit. Les principales causes identifiées sont la vitesse excessive, l'alcool au volant, l'éclairage insuffisant et le non-respect du code de la route. La direction de la sécurité routière rappelle que



la conduite nocturne comporte des risques accrus d'accidents, en particulier

sur les ronds-points, les voies peu éclairées et les zones urbaines à fort trafic. Les

forces de l'ordre renforcent leur présence sur le terrain à travers des patrouilles

régulières et des contrôles ciblés, tandis que des campagnes de sensibilisation sont organisées pour informer le public sur les dangers de la route la nuit.

Les autorités exhortent les automobilistes à adapter leur vitesse, à utiliser correctement leurs feux et à rester vigilants, et insistent sur le rôle crucial du respect des règles de circulation pour prévenir les accidents et protéger la vie de tous les usagers.

**Enlèvement à Béjaïa sur fond de trafic de drogue
Le récit glaçant d'une jeune fille de 18 ans**

A Béjaïa, le trafic de drogue ne se limite plus à des réseaux discrets et à une consommation marginale. Il s'infiltrer dans les quartiers, fragilise le tissu social et expose les plus jeunes à des violences graves.

L'enlèvement d'une jeune fille de 18 ans dans la cité Ighzer Ouzarif, à l'ouest de la ville, a brutallement mis en lumière une réalité que de nombreux habitants dénoncent depuis des mois. Un fait divers lourd de conséquences, qui interroge sur la sécurité dans

ces nouvelles zones urbaines en pleine expansion.

Enlèvement d'une jeune fille à Béjaïa : Les faits survenus dans la cité Ighzer Ouzarif. Les faits se sont déroulés dans la cité Ighzer Ouzarif, un vaste ensemble urbain composé majoritairement de logements AADL et sociaux. La jeune fille a été enlevée par un groupe impliqué dans le trafic de psychotropes. Parmi les ravisseurs, les services de sécurité ont identifié au moins un mineur.

Retenue contre sa volonté pendant cinq jours, la victime a subi des violences physiques et sexuelles. Sa libération a été rendue possible grâce à la vigilance des habitants et à l'intervention de la Gendarmerie nationale,

alertée après plusieurs signalements concordants. L'action coordonnée a permis de localiser le lieu de séquestration et de mettre fin au calvaire de la jeune fille.

Trafic de drogue à Béjaïa : une insécurité qui touche aussi les mineurs. Ce drame dépasse le cadre d'un fait isolé. À Béjaïa, le trafic de drogue gagne du terrain et implique désormais des profils de plus en plus jeunes, à la fois comme consommateurs et comme acteurs de réseaux illégaux. Cette évolution inquiète les familles et les associations locales, qui observent une banalisation de la violence dans certains quartiers.

Selon des témoins, l'absence de structures de proximité favorise cette dérive. Karim Arkoub, président de l'association Espoir, alerte sur une situation devenue difficile à contenir dans la cité Ighzer Ouzarif, qui compte près de 50.000 habitants. Il évoque un sentiment d'abandon et une insécurité quotidienne qui s'installe progressivement. Le cri d'un père et l'absence de structures de sécurité. Selon le média Maghrebactu, le père de la victime a exprimé publiquement son désarroi face à ce qu'a vécu sa fille. « Ma fille a été soumise à une pression intense de la part de ses ravisseurs », a-t-il déclaré. Tout en appelant les autorités locales à renforcer la présence sécuritaire dans ce quartier récemment livré.

Emmanuel Macron juge « inacceptables » les propos de Donald Trump sur l'engagement des alliés de l'OTAN en Afghanistan

Plusieurs pays ont vertement réagi à ces déclarations du locataire de la Maison Blanche, notamment le Royaume-Uni, le Danemark et l'Italie. Donald Trump a finalement salué, samedi, le rôle des soldats britanniques lors de cette guerre – mais n'a eu aucun mot pour les militaires des autres pays, selon le monde fr.

Emmanuel Macron a jugé, samedi 24 janvier, « inacceptables » les déclarations de Donald Trump sur le rôle des alliés de l'OTAN – qui, selon le président américain, sont « restés un peu loin des lignes de front » en Afghanistan. « Ces déclarations inacceptables n'appellent aucun commentaire. C'est aux familles de nos soldats tombés que le chef de l'Etat souhaite apporter du réconfort et redire la reconnaissance et la mémoire respectueuse de la nation », a ainsi déclaré une source de l'entourage du chef de l'Etat.

Plusieurs pays ont déjà vertement réagi à ces paroles du locataire de la Maison Blanche, notamment le Royaume-Uni, le Danemark et



l'Italie.

Le premier ministre britannique, Keir Starmer, à l'unisson de toute la classe politique du Royaume-Uni, s'était indigné, vendredi, de propos « insultants » et « franchement consternants ». Donald Trump a finalement salué, samedi, le rôle des soldats britanniques lors de la guerre d'Afghanistan – mais n'a eu aucun mot pour les militaires des autres pays. « Les GRANDS et TRES BRAVES soldats du Royaume-Uni seront toujours aux côtés des Etats-

Unis d'Amérique ! En Afghanistan, 457 sont morts, beaucoup ont été gravement blessés, et ils figuraient parmi les plus grands guerriers.

C'est un lien bien trop fort pour être jamais rompu », a écrit le président américain sur sa plateforme, Truth Social.

Dans une interview accordée, jeudi, à la chaîne américaine Fox News, le locataire de la Maison Blanche a critiqué le rôle des autres pays membres de l'OTAN durant les vingt ans de conflit, assurant que les Etats-

Unis n'avaient « jamais eu besoin d'eux ». Donald Trump a accusé les alliés d'être restés « un peu en retrait de la ligne de front ».

Avant Emmanuel Macron, la première ministre danoise, Mette Frederiksen, a jugé, samedi, « insupportable » cette mise en cause par Donald Trump. « Je comprends bien que les vétérans danois aient déclaré qu'aucun mot ne peut décrire à quel point cela fait mal », a écrit la cheffe du gouvernement sur Facebook. « Il est insupportable que le président américain remette en question l'engagement des soldats alliés en Afghanistan », a-t-elle ajouté.

Selon les forces armées danoises, 44 soldats danois sont morts en Afghanistan : 37 ont été tués au combat, et sept autres ont succombé des suites d'une maladie, d'un accident ou d'autres blessures.

« Le Danemark est l'un des pays de l'OTAN qui a subi les pertes les plus importantes par habitant », a souligné la première ministre danoise.

Réactions italiennes et néerlandaises

La cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni, pourtant proche alliée de Donald Trump, a exprimé, samedi, sa « stupéfaction » et réclamé du président américain « le respect » après ses déclarations. « L'Italie et les Etats-Unis sont liés par une amitié solide (...) qui est d'autant plus nécessaire face aux nombreux défis actuels. Mais l'amitié exige le respect, condition fondamentale pour continuer à garantir la solidarité qui est à la base de l'Alliance atlantique », a-t-elle ajouté dans un communiqué. Elle a aussi rappelé qu'« après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, l'OTAN a activé l'article 5 [prévoyant une assistance mutuelle des Etats membres en cas d'agression] pour la première et unique fois de son histoire : un acte de solidarité extraordinaire envers les Etats-Unis ».

Le ministre des affaires étrangères néerlandais, David van Weel, a également dénoncé les déclarations américaines, les qualifiant de fausses et irrespectueuses.

En Syrie, le cessez-le-feu avec les forces kurdes prolongé de quinze jours, selon le ministère de la défense

Le ministère précise que cette « prolongation », à compter de samedi à 23 heures, heure locale (20 heures à Paris), soit trois heures après l'expiration officielle de la trêve décrétée mardi, vise à « soutenir l'opération américaine visant à transférer les détenus » de l'EI des prisons kurdes vers l'Irak.

Le ministère de la défense syrien a annoncé, dans la soirée du samedi 24 janvier, la prolongation de quinze jours de la trêve avec les forces kurdes, afin de faciliter le transfert par les Etats-Unis de détenus de l'organisation djihadiste Etat islamique (EI) depuis la Syrie vers l'Irak. Dans un communiqué, le ministère précise que cette « prolongation », à compter de samedi à 23 heures, heure locale

(20 heures à Paris), soit trois heures après l'expiration officielle de la trêve décrétée mardi, vise à « soutenir l'opération américaine visant à transférer les détenus » de l'EI des prisons kurdes vers l'Irak. La télévision d'Etat a par ailleurs annoncé samedi « la libération (...) de 126 détenus âgés de moins de 18 ans de la prison d'Al-Aqta [dans la province de Rakka] » dont l'armée a repris le contrôle aux forces kurdes en vertu d'un accord entre les deux parties, ont rapporté les médias d'Etat. Selon l'Agence France-Presse (AFP), des images diffusées par la télévision d'Etat ont montré des foules rassemblées pour accueillir les mineurs libérés de cette prison d'Al-Aqta. L'agence de presse officielle SANA a publié les noms des détenus toujours

emprisonnés, permettant à leurs proches de les rechercher en ligne. Sollicitées par l'AFP, les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) n'ont pas commenté ces informations.

Sous la pression militaire de Damas, qui cherche à étendre son contrôle sur l'ensemble du pays, les FDS ont cédé ces derniers jours de vastes territoires et se sont retirées dans certaines parties de la province de Hassaké, à l'extrême nord-est.

Vendredi, des combattants kurdes qui assuraient la surveillance de la prison ont été transférés vers la ville de Kobané (Ayn Al-Arab en arabe), contrôlée par les Kurdes, à la frontière nord avec la Turquie. Selon l'armée, citée par SANA, ce transfert était « la première étape de la mise en œuvre de l'accord du 18



janvier, en vertu duquel le ministère de l'intérieur prendra en charge l'administration de la prison ».

Dimanche dernier, le président syrien, Ahmed Al-Charaa, avait annoncé un accord avec le chef des

FDS, Mazloum Abdi, prévoyant un cessez-le-feu et l'intégration de l'administration autonome de facto des Kurdes au sein de l'Etat syrien, qui assumera désormais la responsabilité et la garde des prisonniers de l'EI.

Minneapolis

La mort d'Alex Petti, tué par la police de l'immigration, attise la colère dans une ville déjà traumatisée

Deux semaines après la mort de Renee Good, Alex Petti, un infirmier de 37 ans, a été tué lors d'une altercation entre des agents de la Border Patrol et des habitants de la ville du Minnesota. Les démocrates menacent désormais de bloquer le budget du département de la sécurité intérieure, quitte à déclencher un nouveau shutdown, selon le monde fr.

Un homme est mort à Minneapolis et la ville tremble, pas de froid,



malgré les - 30 °C, mais de colère. Deux semaines après le décès de Renee Good, 37 ans, abattue au volant de sa voiture par un agent de l'ICE, la police de l'immigration, Alex Petti, 37 ans également, a subi un sort similaire, samedi 24 janvier au matin. Cet infirmier a été tué de dix coups de feu par un agent de la Border Patrol, une autre agence fédérale de l'immigration, dont les troupes sont déployées dans l'Etat du Minnesota.

Les différentes vidéos diffusées par les témoins présents sont difficiles à regarder. On y voit une scène devenue commune depuis quelques semaines à Minneapolis-Saint Paul, les « Twin Cities » : une opération menée par les agents de l'immigration, qui sont sifflés par les habitants. Alex Petti est l'un d'entre eux, il habite à moins de deux kilomètres de là. Vêtu d'un manteau marron, il tient son téléphone en main pour filmer les événements.

En Irak, le bloc majoritaire soutient la nomination de Nouri Al-Maliki comme premier ministre

M. Maliki, 75 ans, est une figure centrale de la vie politique irakienne et le seul premier ministre à avoir effectué deux mandats (2006-2014) depuis l'invasion américaine de 2003, qui a mis fin au pouvoir de Saddam Hussein, selon le monde fr.

Nouri Al-Maliki, à Bagdad, le 11 novembre 2025, lors des élections législatives irakiennes. AHMAD AL-RUBAYE / AFP

La principale alliance chiite irakienne, qui détient la majorité au Parlement, a apporté samedi 24 janvier son soutien à la candidature de l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki pour un nouveau mandat à la tête du gouvernement.



Le Cadre de coordination, une alliance de factions chiites ayant des liens divers avec l'Iran, a déclaré dans un communiqué avoir « décidé, à la majorité des voix, de désigner » M. Maliki au poste de premier

ministre « en tant que candidat du plus grand bloc parlementaire ». Le document évoque, selon l'Agence France-Presse, « son expérience politique et administrative et son parcours dans la gestion de l'Etat ».

M. Maliki, 75 ans, est une figure centrale de la vie politique irakienne et le seul premier ministre à avoir effectué deux mandats (2006-2014) depuis l'invasion américaine de 2003, qui a mis fin au pouvoir de Saddam Hussein. Depuis cette date, conformément à l'usage en Irak, le poste de premier ministre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite, tandis que la présidence de la République, largement honorifique, est attribuée à un Kurde. D'après discussions

Après les législatives de novembre 2025, le Cadre de coordination, dont fait partie M. Maliki, a constitué le bloc majoritaire. L'alliance a ensuite engagé d'après discussions

pour désigner le prochain chef du gouvernement, parallèlement à des négociations avec des partis sunnites et kurdes sur la répartition des autres postes.

Le Parlement irakien a élu un président en décembre et doit se réunir prochainement pour élire un nouveau président de la République. C'est lui qui nommera ensuite le successeur de l'actuel chef du gouvernement, Mohammed Chia Al-Soudani.

M. Maliki a, par le passé, été accusé de corruption et d'avoir nourri les fractures confessionnelles qui ont miné le pays jusqu'à l'essor du groupe djihadiste Etat islamique.

BIRMANIE :

Dernier tour des élections législatives pour sceller la victoire du parti aligné sur la junte

Les bureaux de vote ont ouvert dimanche dans des dizaines de circonscriptions. Le principal parti promilitaire a déjà remporté plus de 85 % des sièges de la Chambre basse du Parlement en jeu et deux tiers de ceux de la Chambre haute lors des deux premières phases du scrutin, selon le monde fr.

La dernière phase des élections législatives birmanes doit sceller, dimanche 25 janvier, la victoire écrasante du principal parti promilitaire, lors d'un scrutin dénoncé par des observateurs occidentaux comme une manœuvre de la junte pour prolonger sa mainmise sur le pouvoir. Depuis son indépendance, en 1948, la Birmanie n'avait connu que des régimes militaires avant que les généraux ne cèdent la place à un gouvernement civil pour une décennie de réformes et d'optimisme.

Cette parenthèse démocratique a pris fin en 2021 avec un coup d'Etat militaire et l'arrestation de l'ancienne dirigeante et Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, qui ont plongé

le pays d'Asie du Sud-Est dans une guerre civile et une crise humanitaire. A une semaine du cinquième anniversaire du coup d'Etat, la troisième et dernière phase des législatives, étalées sur un mois, a débuté dimanche à 6 heures, heure locale (0 h 30 heure de Paris), dans des dizaines de circonscriptions.

Le scrutin ne peut se tenir dans de vastes zones

Des journalistes de l'Agence France-Presse (AFP) ont vu les bureaux ouvrir à Mandalay, la deuxième ville du pays, et dans le quartier de Hlaingthaya, à Rangoun, où des manifestations hostiles au coup d'Etat avaient été réprimées dans le sang il y a cinq ans.

La junte présente le scrutin comme un retour à la démocratie, alors qu'il ne peut pas se tenir dans les vastes zones contrôlées par les rebelles et que le parti d'Aung San Suu Kyi, toujours emprisonnée, a été dissous.

Lors des deux premières phases de l'élection, le Parti de l'union, de la solidarité et du développement (PUSD), que des experts considèrent

comme un relais civil de la junte, a remporté plus de 85 % des sièges de la Chambre basse du Parlement en jeu et deux tiers de ceux de la Chambre haute. La Constitution, rédigée par l'armée, réserve par ailleurs un quart des sièges de chaque chambre aux forces militaires.

Le chef de la junte, Min Aung Hlaing, n'a pas exclu la possibilité de briguer la présidence lorsque le Parlement nouvellement élu se réunira pour attribuer ce poste.

Les résultats officiels doivent être communiqués en fin de semaine prochaine, mais le parti promilitaire pourrait revendiquer la victoire dès lundi.

« Se déplacer n'est pas du tout sûr » Le parti d'Aung San Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie, avait largement devancé le PUSD lors des dernières législatives en 2020. Mais les militaires en ont annulé le résultat et repris le pouvoir par la force le 1er février 2021, invoquant, sans fondement, des fraudes électorales généralisées. « La fraude électorale est



une question grave et répugnante dans une démocratie », a déclaré, mardi, le chef de la junte, Min Aung Hlaing, dans les médias d'Etat.

Le coup d'Etat a plongé le pays dans une guerre civile, des guérillas prodémocratie combattant le régime aux côtés d'armées issues de minorités ethniques longtemps hostiles au pouvoir central. Les frappes aériennes sont fréquentes dans certaines régions, où « les candidats n'ont pas pu faire campagne pour des raisons de sécurité », regrette un aspirant député sous

couvert d'anonymat. « Se déplacer n'est pas du tout sûr », ajoute-t-il, estimant qu'à peine un bureau de vote sur dix pourra ouvrir dimanche dans sa circonscription.

Il n'existe pas de bilan officiel de la guerre civile en Birmanie, et les estimations varient largement. Selon le groupe de surveillance Acled, plus de 90 000 personnes ont été tuées, tous camps confondus. L'ONU estime que près de la moitié des 50 millions de Birmans vivent sous le seuil de pauvreté.

Les Jeux asiatiques d'hiver, prévus en 2029 en Arabie saoudite, reportés à une date encore inconnue

En 2022, l'attribution de l'événement au pays du Moyen-Orient avait soulevé son lot de critiques. Le comité olympique du royaume a cependant indiqué, samedi, que celui-ci est reporté, à une date qui n'a pas encore été communiquée, selon le monde fr. Le 4 octobre 2022, l'annonce avait provoqué une vive polémique : l'Arabie saoudite s'était vue attribuer les Jeux asiatiques d'hiver 2029, alors que jamais une compétition internationale de ce type n'avait eu lieu dans cette région du monde, connue pour son climat chaud.

Le maintien de cet événement est désormais incertain. Samedi 24 janvier, le Comité olympique saoudien et le Comité olympique asiatique (OCA) ont annoncé son report à une date non précisée.

« Le comité olympique et paralympique saoudien et l'OCA se sont mis d'accord sur un nouveau cadre pour l'organisation future des Jeux asiatiques d'hiver, confirmant le report de l'édition 2029 à une date ultérieure qui sera annoncée en temps voulu », ont indiqué les deux instances dans un communiqué conjoint. Les Jeux asiatiques d'hiver

se tiennent habituellement au Japon ou en Chine, comme la dernière édition, en 2025, qui s'est déroulée à Harbin (Chine).

L'organisation de la compétition a été confiée à Neom, une mégapole futuriste en construction dans le désert montagneux de Trojena, dans le nord-ouest du riche Etat pétrolier du Golfe. Mais en août dernier, le Financial Times rapportait que l'Arabie saoudite était à la peine pour construire les infrastructures nécessaires dans les temps et que le royaume avait proposé d'accueillir l'événement quatre ans plus tard que

prévu.

Le projet Neom accumule les retards. Selon le quotidien financier britannique, les Saoudiens envisageaient de proposer à la Corée du Sud et à la Chine d'accueillir l'édition 2029 de ces Jeux. Les deux pays ont respectivement organisé les Jeux olympiques d'hiver en 2018 et 2022. Souvent critiquée pour son manque de respect des droits humains, l'Arabie saoudite multiplie depuis quelques années les investissements dans le sport – en football, Formule 1, golf, équitation ou boxe – pour redorer son image.

Concernant les Jeux asiatiques de 2029, Trojena était censé comprendre des pistes de ski, un lac artificiel d'eau douce, des chalets, des manoirs et des hôtels de luxe. L'ONG Greenpeace a critiqué ce choix comme dangereux et susceptible « d'altérer les écosystèmes ». Le directeur du fonds souverain de la monarchie du Golfe (PIF) a déclaré, fin octobre, que le projet de ville futuriste de Neom, évalué à 500 milliards de dollars, demeurait une priorité, en dépit des retards, des changements de personnel et des révisions de conception.

EN :

Belghali freiné dans son élan

A lors qu'il s'était imposé comme le joueur le plus régulier de l'équipe nationale algérienne lors de la CAN 2025 au Maroc, Rafik Belghali voit sa dynamique brutalement freinée par une sanction disciplinaire de la Confédération africaine de football, tombée à un moment particulièrement délicat de sa trajectoire internationale.

Le jury disciplinaire de la CAF s'est réuni pour examiner les incidents survenus à l'issue du match Algérie-Nigeria, disputé le 10 janvier 2026 au Grand Stade de Marrakech, en huitièmes de finale de la CAN. À l'issue des délibérations, plusieurs décisions ont été annoncées mercredi, dont une lourde sanction financière avoisinant les 100 000 dollars à l'encontre de la Fédération algérienne de football.

Sur le plan sportif, la suspension de deux matches infligée au gardien Zidane, qui le privera des deux premières rencontres des éliminatoires de la CAN 2027 en septembre prochain, a retenu l'attention. Mais c'est surtout la sanction visant Rafik Belghali qui suscite de nombreuses interrogations. Le latéral droit algérien a écopé de quatre matches officiels CAF avec l'Equipe nationale pour comportement agressif et intimidant envers l'arbitre à la fin



de la rencontre. Toutefois, deux matches sont assortis d'un sursis probatoire d'une durée d'un an, à compter de la date de la décision. Le détail n'avait pas été mentionné dans le communiqué publié initialement par la FAF ; il a fallu attendre le procès-verbal de la sanction publié par la CAF un peu plus tard pour en connaître les termes exacts.

365 jours

« Suspension du joueur algérien Rafik Belghali pour 4 matches officiels CAF avec l'équipe nationale d'Algérie, pour comportement agressif et intimidant envers l'arbitre à la fin de la rencontre. Toutefois, 2 matches sont assortis d'un sursis probatoire d'une durée de 1 an, à compter de la date de la présente décision », pouvait-on lire dans

le communiqué de la CAF. Concrètement, Belghali devra purger deux matches fermes, tandis que les deux autres resteront en suspens pendant 365 jours. En cas de nouvelle infraction disciplinaire relevant du règlement de la CAF durant cette période, les matches en sursis deviendront automatiquement exécutoires et s'ajouteront à toute nouvelle sanction éventuelle.

Une épée de Damoclès qui accompagnera désormais le joueur jusqu'au 21 janvier 2027, soit pendant l'intégralité des éliminatoires de la CAN prévues entre septembre et novembre 2026. Cette sanction intervient au plus mauvais moment pour Belghali. Lors de la CAN au Maroc, il avait pourtant été l'un

des rares motifs de satisfaction côté algérien. Régulier, constant dans l'effort et discipliné tactiquement, il avait totalement pris le dessus sur Youcef Atal dans le face-à-face direct pour une place de titulaire. Belghali figurait même dans le trio des joueurs algériens ayant disputé le plus de minutes durant le tournoi, preuve de la confiance placée en lui et de son importance dans l'équilibre de l'équipe, surtout après la blessure de Chergui.

Mea-culpa

Cette progression nette et assumée se retrouve aujourd'hui freinée par une décision qui l'oblige à une vigilance extrême. Le joueur le savait. Dès le lendemain de l'élimination, Rafik Belghali avait pris la parole sur ses réseaux sociaux pour revenir sur les incidents ayant marqué la fin du match face au Nigeria. Une réaction rapide, encouragée par les dirigeants de la FAF, soucieux d'éviter une aggravation de son cas devant les instances disciplinaires : « J'ai vu la vidéo qui circule après le match et je comprends la manière dont elle peut être perçue sans l'ensemble du contexte », avait écrit le joueur du Hellas Vérone. « Après le coup de sifflet final, je me suis approché de l'arbitre pour lui serrer la main. Sa réaction m'a surpris et, sous le coup de l'émotion,

je l'ai brièvement suivi pour lui demander pourquoi. »

Belghali avait tenu à nier toute intention agressive.

« Il n'y a eu ni agressivité ni volonté de confrontation. J'assume toutefois ma responsabilité d'avoir laissé la situation se prolonger plus longtemps qu'elle n'aurait dû, dans un moment de forte émotion après un match intense », avait-il précisé, rappelant son respect constant envers les officiels : « Je respecte les arbitres ainsi que le jeu, et je reste concentré sur ma progression en tant que professionnel, avec l'objectif de représenter mon club et mon pays avec responsabilité et discipline. »

Si cette prise de parole a probablement permis de limiter les dégâts, la sanction n'en demeure pas moins lourde dans ses conséquences sportives. Pour un joueur en pleine ascension, désormais installé dans la hiérarchie et vainqueur de son duel avec Atal, cette suspension partielle agit comme un sérieux coup d'arrêt. Belghali va devoir composer avec cette menace permanente, surveiller chacun de ses gestes et canaliser ses émotions pendant un an. Un prix élevé à payer pour un joueur qui, sur le terrain, avait incarné la régularité et la fiabilité des Verts à la dernière CAN.

CAN 2025 : Moncef Bakrar revient sur son rendement



Titularisé face au FCSB en Europa League, Moncef Bakrar a parfaitement réussi son retour à la compétition avec le Dinamo Zagreb après la CAN 2025. Pour son premier match depuis la fin du tournoi continental, l'attaquant algérien s'est illustré en inscrivant un but, son dixième de la saison toutes compétitions confondues, contribuant à une victoire importante de son équipe.

À l'issue de la rencontre, Bakrar s'est exprimé en zone mixte pour analyser la prestation collective et le résultat obtenu : « C'était un match magnifique pour nous. Nous nous sommes battus jusqu'à la dernière minute et avons été efficaces devant le but adverse. C'est une victoire très importante après nos deux dernières défaites. Nous nous sommes un peu relâchés après les deux premiers buts, puis les changements ont apporté un plus et nous avons marqué deux autres buts. »

Avec désormais dix réalisations à son actif cette saison, Moncef Bakrar confirme sa régularité offensive et son importance dans le dispositif du Dinamo : « Le travail acharné finit toujours par payer. Je suis heureux d'aider l'équipe avec mes buts, mais peu importe qui marque. Le plus important, ce sont les trois points. »

Revenant également sur la CAN 2025, Bakrar a évoqué la finale remportée par le Sénégal face au Maroc, tout en dressant un bilan du parcours de l'Algérie, marqué notamment par son apparition mitigée contre la Guinée équatoriale : « C'était une finale complètement folle. Nous avons réalisé un excellent tournoi, affronté des adversaires et des matchs difficiles. J'ai joué un match en entier, les 90 minutes. Je n'étais pas vraiment satisfait de ma prestation, mais l'essentiel était de gagner. Nous aurions pu faire mieux, mais c'est le football. »

NATIONAL

Manchester United : Patrick Dorgu, le pari à 35 M€ qui fait enfin taire ses détracteurs

Auteur d'un match référence lors du derby remporté face à City, Patrick Dorgu a frappé un grand coup sous le maillot de Manchester United. Buteur, le Danois de 21 ans a peut-être enfin changé de dimension. À l'aube d'un choc face à Arsenal, le pari à 35 M€ pourrait encore confirmer.

Longtemps incompris, parfois décrié, Patrick Dorgu a vécu bien des montagnes russes depuis son arrivée à Manchester United. Recruté à la surprise générale à l'hiver 2025 pour près de 35 millions d'euros en provenance de Lecce, le Danois de 21 ans vient peut-être de signer le match référence de sa jeune carrière sous le maillot des Red Devils.

Face à Manchester City, lors du derby de la 22e journée de Premier League, le polyvalent joueur de couloir a non seulement livré une prestation totale, mais surtout inscrit le but du break. Celui qui symbolise une revanche attendue.

Lorsque Manchester United officialisait l'arrivée de Patrick Dorgu pour 5 ans et demi, le

scepticisme était immédiat. Peu connu du grand public, peu exposé médiatiquement en Serie A avec Lecce, le natif de Copenhague n'affichait pas un CV à la hauteur d'un tel investissement. En Italie, ses 57 matchs professionnels et ses performances honnêtes, sans être spectaculaires, ne laissaient pas présager un transfert d'une telle ampleur. Pourtant, les dirigeants mancuniens ont persisté. Marco Giampaolo, alors entraîneur du club italien, ne tarissait pas d'éloges : « c'est un joueur fantastique et une personne formidable. Il pensait déjà à Old Trafford. »

Des débuts assez compliqués
Dorgu a découvert Manchester United dans un contexte lourd, entre pression médiatique et attentes disproportionnées. Rapidement titularisé par Ruben Amorim, il peine néanmoins à convaincre. Une expulsion dès son quatrième match, contre Ipswich Town, cristallisait les doutes. Après cela, le Portugais n'hésitait pas à le critiquer publiquement, pointant une forme de nervosité balle au pied,



« On ressent l'anxiété à chaque fois que Patrick touche le ballon », lâchait Amorim. Loin de se braquer, l'international danois a encaissé, travaillé et continué d'enchaîner les titularisations, jusqu'à disputer la finale de Ligue Europa. Une preuve de confiance malgré tout.

Malgré la polémique autour de son transfert, Patrick Dorgu s'installait peu à peu dans la rotation mancunienne. Déjà 20 matchs disputés lors de l'exercice 2024-2025, dont 18 comme titulaire, puis 23 apparitions déjà cette saison. Capable d'évoluer latéral gauche, piston, ailier ou même côté droit, il profite de sa polyvalence pour s'imposer,

mettant progressivement la concurrence sur le banc. Sous Michael Carrick, nouvel entraîneur des Red Devils, son rôle évolue encore, plus haut sur le terrain, avec davantage de responsabilités offensives. Cette saison, Dorgu comptabilise 2 buts et 3 passes décisives.

Enfin un match référence
Mais c'est face au rival honni que Dorgu change définitivement de dimension. Titulaire dans le derby contre Manchester City (2-0), il livre une prestation XXL. Intenable offensivement, irréprochable défensivement, il a martyrisé Rico Lewis pendant 90 minutes. À la 76e minute, il crucifie les Citizens sur un service

parfait de Matheus Cunha. Un but décisif, le plus important de sa carrière en Premier League. Les chiffres confirment l'impact : 1 but, 1 passe clé, 10 duels remportés, 9 ballons récupérés, 100 % de passes longues réussies. Un récit.

Après la rencontre, Michael Carrick ne cache pas sa satisfaction : « Amad et Dorgu ont été fantastiques dans les deux sens du jeu. Tout s'est passé comme nous l'espérions. » Sur les réseaux sociaux, les supporters s'enflamme. Comparé à Ji-Sung Park pour son volume de jeu et son état d'esprit, Dorgu s'impose comme un chouchou inattendu. Lui qui affirmait récemment « ne pas se soucier de son poste, tant qu'il joue » incarne désormais l'avenir du couloir gauche mancunien. À peine le temps de savourer que le prochain choc se profile. Arsenal attend Manchester United, et Patrick Dorgu affiche déjà ses ambitions : « nous allons là-bas pour prendre les trois points. » Fort de ce derby référence, le Danois a définitivement changé de statut.

Liga :

Le mercato hivernal de l'Atlético de Madrid tourne au fiasco

Bien décidé à se renforcer lors de cette fenêtre hivernale, l'Atlético de Madrid enchaîne, pour l'heure, les déconvenues...

«Qu'une signature se concrétise ou non, on ne sait jamais. Mais nous savons parfaitement, avec le Mister, ce dont nous avons besoin, ce que nous voulons et le profil que nous recherchons. Nous travaillons là-dessus depuis longtemps afin de voir si un marché compliqué et peu favorable peut nous offrir l'opportunité de faire venir un ou deux joueurs de grande qualité». Voici ce que déclarait ces dernières heures Mateu Alemany, le directeur du football professionnel de l'Atlético de Madrid.

Une sortie médiatique résumant, à elle seule, les ambitions XXL des Colchoneros sur ce mercato hivernal. Déterminé à enflammer ce mois de janvier, qui plus est après les ventes de Gallagher et Raspadori qui ont rapportées près de 60 millions d'euros au club, l'Atlético enchaîne pourtant actuellement les déconvenues. Dernièrement, la presse espagnole affirmait, à ce titre, que l'actuel 4e de Liga avait un certain Kang-In Lee dans le viseur. Problème ? Le PSG n'est pas vendeur et Luis Enrique apprécie toujours autant le profil du sud-coréen.

Les Colchoneros enchaînent les refus

Refroidi dans ce dossier onéreux, l'Atlético a également subi la fermeté du club parisien pour un autre cadre. En effet, si les Colchoneros réfléchissent dans le même temps à leur futur attaquant - le club espagnol n'est pas sûr de sa ligne d'attaque pour la saison prochaine, puisqu'Antoine Griezmann, Alexander Sorloth voire Julian Alvarez sont pressentis pour s'en aller à l'été 2026 - la piste menant à Gonçalo Ramos s'avère, elle aussi, plus que compromise. Comme nous vous le révélions ces dernières semaines, le buteur portugais se sent bien à Paris et le PSG a également la ferme intention de poursuivre avec son numéro 9.

Si ces deux dossiers ne devraient donc pas aboutir, l'Atlético continue, malgré tout, de prospecter. Ce samedi, Sport affirme ainsi que le club madrilène s'est renseigné sur un certain Marc Casado par l'intermédiaire de son agent, Jorge Mendes. Sans plus de réussite... En effet, le média précise que le joueur et Barcelone ont fermé la porte à un possible départ, préférant reporter toute discussion à l'été prochain. Alors oui, l'option João Gomes (Wolves) est toujours d'actualité à un peu plus d'une semaine de la fin du mercato mais l'Atlético de Madrid vit, pour l'heure, une fenêtre hivernale plus que frustrante...



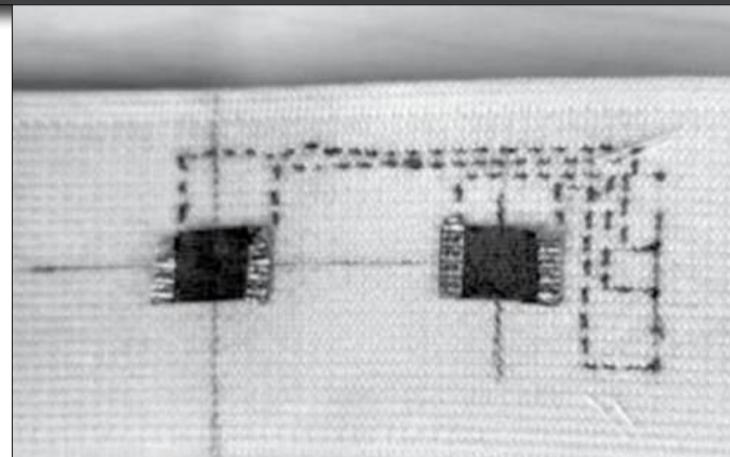


Ce collier capte les sons des victimes d'AVC

Afin d'aider les victimes d'un AVC qui perdent temporairement l'usage de la parole, des chercheurs britanniques ont mis au point un petit boîtier qui parle à leur place. Grâce à des capteurs et l'intelligence artificielle, il est capable de transformer quelques mots en phrases complètes.

Après un accident vasculaire cérébral, la moitié des personnes développent une dysarthrie. Le système nerveux est affecté, entraînant un affaiblissement des muscles du visage, de la bouche et des cordes vocales. L'articulation devient compliquée, et la parole, saccadée, difficile à comprendre. La plupart retrouveront l'usage de la parole en suivant une thérapie avec un orthophoniste, mais il faut souvent compter plusieurs mois, voire une année complète.

Pour aider ces personnes, des chercheurs de l'Université de



Cambridge en Angleterre ont créé un accessoire s'appuyant sur l'intelligence artificielle pour leur redonner la parole. Dans un article publié dans la revue Nature Communications, ils présentent Revoice. Monté sur un collier, cet appareil est placé au niveau de la gorge et intègre des capteurs afin de détecter les vibrations des muscles lorsque son porteur tente d'articuler des mots.

Un dispositif non invasif et intelligent

Une IA analyse les signaux des muscles pour déterminer ce que tente de dire la personne, et restitue ainsi les quelques mots articulés qui serviront de base pour la suite. Revoice intègre également un capteur de fréquence cardiaque, et une seconde IA interprète l'état émotionnel du porteur ainsi que le contexte (la météo, l'heure...) afin de développer des phrases plus complètes.

Dans un exemple, l'appareil est capable d'utiliser le contexte

pour transformer les trois mots « on va hôpital » en une phrase plus complète : « Même s'il se fait un peu tard, je me sens toujours mal à l'aise. Est-ce qu'on peut aller à l'hôpital maintenant ? ». Selon les chercheurs, le taux d'erreur est de seulement 4,2 % pour les mots individuels, et de 2,9 % pour les phrases. Contrairement à un implant, ce système ne nécessite aucune intervention chirurgicale et a l'avantage d'être parfaitement adapté à un usage temporaire. Les chercheurs comptent continuer à améliorer l'appareil, afin de le rendre complètement autonome et de prendre en charge plus d'états émotionnels ainsi que d'autres langues. Revoice est encore au stade de prototype, mais les chercheurs espèrent qu'il pourra aussi être utilisé à plus long terme dans les maladies des motoneurones et la maladie de Parkinson.

En Bref...



Le 12 mars prochain, Nintendo va lancer une nouveauté pour le moins étonnante, avec... la Fleur Cancan. Un objet tout droit issu de Super Mario Bros Wonder, et qui veut trouver sa place sur votre bureau (mais qui pourrait bien vous rendre fou).

Il y a un peu plus d'un an, Nintendo surprenait son monde, alors avide de découvrir la Switch 2, avec son réveil intelligent Alarmino. Aujourd'hui, le géant japonais récidive, en annonçant la disponibilité prochaine d'un nouveau « jouet », à savoir la Fleur Cancan, que la marque avait déjà pris le soin de teaser en 2025.

Un nouveau jouet chez Nintendo
Dépourvue d'écran et de microphone, la fleur, en provenance directe du jeu Super Mario Bros Wonder, se contente de... parler. Elle va ainsi s'exprimer à intervalles réguliers, jusqu'à deux fois par heure, mais peut aussi se révéler utile parfois, en rappelant l'heure du couche, en donnant l'heure, en indiquant la température ambiante... « La fleur cancan commente différents moments de la journée, peut ressentir la température, prévenir qu'il faut changer ses piles, ainsi que dire l'heure. Et si vous maintenez le bouton enfoncé, elle s'exclamera « Je suis une fleur prodigie ! » et se mettra à jouer de la musique ! », explique Nintendo.

Après le réveil Alarmino... la Fleur Cancan !

Évidemment, l'intérêt réel de cette nouveauté « made in Nintendo » peut prêter à débat. Posée sur un bureau, elle prend spontanément la parole toutes les trente minutes pour engager la conversation. Un bouton permet toutefois de la faire parler à la demande ou, à l'inverse, de lui demander de se faire discrète pendant un certain temps.

Ce casque hi-tech permet aux pilotes d'hélicoptère de voir ce que l'œil humain ne peut pas



L'entreprise Thales vient de dévoiler le casque à affichage tête haute pour pilote d'hélicoptère TopOwl DD (Digital Display), une version modernisée de son prédécesseur, le TopOwl legacy, qui a su démontrer son efficacité sur le terrain. Ce casque, sélectionné par l'agence de l'Otan en charge des programmes d'hélicoptères, se distingue par une multitude d'innovations majeures, marquant une avancée technologique significative dans de nombreux domaines.

Il apparaît non seulement

comme un équipement de protection, mais aussi comme un élément stratégique essentiel qui renforce à la fois la sécurité et l'efficacité des missions de vol. Son développement répond spécifiquement aux défis auxquels sont confrontés les pilotes, en particulier dans des environnements difficiles où chaque détail compte.

Performances en conditions difficiles

Le développement du TopOwl DD est le fruit d'une collaboration étroite entre des acteurs de l'industrie, des

agences gouvernementales, et les utilisateurs eux-mêmes. Les pilotes d'hélicoptère témoignent d'une amélioration significative de leurs performances opérationnelles.

En effet, ce casque militaire est conçu spécifiquement pour optimiser les performances des pilotes en conditions de visibilité dégradée, tels que le brouillard, la neige, la poussière et l'obscurité, tout en renforçant la sécurité des missions, particulièrement durant les vols à basse altitude, où les risques d'accident peuvent être accrus.

Accès aux données en temps réel
Parmi les performances et les avancées technologiques notables, le TopOwl DD propose un affichage en haute définition offrant une clarté visuelle sans précédent. Cela permet aux pilotes de visualiser des informations cruciales avec une grande netteté, améliorant ainsi leur perception et leur réactivité dans des environnements complexes.

Réalité augmentée pour une meilleure compréhension

La réalité augmentée intégrée au casque contribue fortement à la

compréhension situationnelle. En ajoutant des couches d'informations sur le champ de vision du pilote, telles que des données sur le terrain ou des alertes, le casque facilite une prise de décision en temps réel. Cette fonctionnalité permet également de libérer une partie de la charge cognitive liée à la consultation de multiples instruments et sources d'informations, facilitant ainsi la prise de décision rapide lors de situations complexes ou de dangers potentiels.

Surveillance améliorée et adaptabilité

Le TopOwl DD intègre des caméras permettant une surveillance constante de l'environnement, même dans des conditions de faible visibilité, ce qui n'était pas aussi accessible avec les modèles précédents. Il est donc très bien adapté à une utilisation dans des conditions de visibilité réduite, de jour comme de nuit, garantissant ainsi que les missions militaires se déroulent en toute sécurité.



Quand les start-up réinventent la culture

L'innovation au service du patrimoine algérien

Sara Boueche

A la croisée du silence des palais anciens et de l'effervescence numérique, une transformation discrète mais profonde s'opère en Algérie. Longtemps cantonnée aux institutions publiques et aux initiatives associatives, la valorisation du patrimoine culturel connaît aujourd'hui un nouvel élan porté par une génération d'entrepreneurs qui mobilisent le numérique, le tourisme durable et l'économie créative pour inscrire la culture dans une dynamique économique et sociale renouvelée.

Ces jeunes start-up ne se contentent plus de préserver : elles traduisent le patrimoine en expériences, en récits et en modèles viables. Des initiatives telles qu'Artify, Voyagite ou MadArt incarnent cette mutation, chacune articulant innovation, transmission et ancrage territorial.

Artify : l'architecture patrimoniale à l'ère de la réalité virtuelle

Fondée par Ilyes Meziani, architecte de formation passionné par les technologies immersives, Artify repose sur une ambition claire : préserver le patrimoine algérien en le rendant accessible, intelligible et vivant grâce à la réalité virtuelle. Très tôt attiré par la modélisation 3D et les outils de rendu numérique, Meziani a conjugué expertise technique et attachement à l'histoire architecturale nationale.

À l'origine du projet se trouve une conviction : riche mais fragile, le patrimoine algérien demeure menacé par l'érosion du temps, l'oubli ou l'inaccessibilité physique de certains sites. La numérisation apparaît alors comme une réponse stratégique à la fois pour la conservation et la diffusion. En s'appuyant sur la photogrammétrie, la lasergrammétrie et les environnements immersifs, Artify propose des reconstitutions fidèles de monuments et de sites historiques.

Plus qu'un outil technologique, la start-up se positionne comme une plateforme globale de valorisation patrimoniale : visites virtuelles interactives, contenus pédagogiques et narrations immersives transforment la découverte en



expérience sensible, notamment auprès des jeunes publics. Cette approche ouvre également des perspectives nouvelles pour les institutions culturelles, la recherche et le tourisme, en facilitant l'accès aux sites et en renforçant leur attractivité.

Un modèle économique en structuration

Le développement d'Artify s'inscrit néanmoins dans un écosystème encore fragile. Les technologies immersives exigent des investissements importants et une exigence qualitative conforme aux standards internationaux. La start-up adopte ainsi un modèle hybride, combinant projets pilotes, partenariats institutionnels et collaborations stratégiques, tout en considérant la donnée culturelle comme une richesse patrimoniale et économique à long terme.

Voyagite : penser le patrimoine par l'expérience territoriale

Autre approche, autre terrain d'action : Voyagite, start-up spécialisée dans le tourisme durable et l'événementiel culturel, fondée par Sarah Amrani. Le projet naît d'un constat simple : le patrimoine ne se résume pas aux monuments, il vit à travers les territoires, les récits et les rencontres humaines.

Voyagite conçoit des expériences touristiques responsables, loin des circuits standardisés, en valorisant les sites historiques, les traditions locales et les savoir-faire régionaux. Les parcours proposés mêlent découverte patrimoniale, échanges avec les habitants, ateliers culturels et événements thématiques. Le patrimoine devient alors une expérience



vécue, contextualisée et partagée.

Dynamiser les économies locales par la culture

L'objectif est double : contribuer à la préservation du patrimoine en le rendant économiquement viable, tout en dynamisant les territoires. En reconnectant le visiteur à l'histoire et à l'humain, Voyagite participe à la redéfinition d'un tourisme culturel plus durable, inclusif et respectueux.

Sur le plan financier, la start-up évolue dans un environnement encore en construction. Elle s'appuie sur des partenariats, des collaborations événementielles et des dispositifs d'accompagnement, tout en plaident pour une reconnaissance accrue du tourisme culturel comme levier stratégique de développement.

MadArt : l'artisanat comme patrimoine vivant

Troisième pilier de cette dynamique : l'artisanat. Avec MadArt, plateforme dédiée à la valorisation des savoir-faire locaux, Sarah Abdelli défend une approche fondée sur la transmission et la reconnaissance économique des

traditions.

MadArt répond à une nécessité : créer un lien direct entre artisans et publics dans un contexte où nombre de pratiques peinent à trouver des débouchés durables.

La plateforme agit comme un espace de médiation culturelle et commerciale, permettant aux artisans de raconter leur histoire, de valoriser leurs produits et d'accéder à de nouveaux marchés. On y retrouve objets de décoration, tapis, instruments de musique, accessoires de mode ou outils traditionnels issus notamment de la culture amazighe.

Au-delà de la vente, MadArt ambitionne de replacer l'artisanat au cœur de l'expérience touristique et culturelle. L'objectif est de le présenter comme un patrimoine vivant, porteur d'identité, tout en modernisant son image afin d'attirer les jeunes générations et d'encourager la transmission intergénérationnelle. Comme pour l'ensemble des start-up culturelles, la question du financement demeure centrale, nécessitant une structuration progressive adaptée aux réalités du secteur créatif.

Programmes de soutien : un

écosystème en gestation

Conscientes du rôle stratégique des industries culturelles et créatives, les autorités et partenaires institutionnels ont lancé plusieurs dispositifs d'accompagnement. La deuxième édition du programme « Initiative Art » a ainsi retenu seize projets innovants, avec l'ambition de stimuler l'investissement culturel et d'accompagner la transition économique du pays.

Dans la même dynamique, le programme Moubadara'Art, initiative conjointe de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), de l'ONDA et de l'École supérieure algérienne des affaires (ESAA), vise à renforcer les compétences des start-up culturelles en matière de propriété intellectuelle afin de consolider leur positionnement sur le marché. Toutefois, l'absence de données publiques détaillées sur leur déploiement souligne encore la nécessité d'une meilleure lisibilité institutionnelle.

Vers une nouvelle narration culturelle

À travers ces expériences, se dessine une tendance de fond : une culture algérienne qui se réinvente par l'innovation sans renier ses racines. En mobilisant le numérique, le tourisme responsable et l'économie créative, les start-up culturelles ouvrent de nouveaux horizons pour la valorisation du patrimoine.

Si les défis demeurent nombreux - financement, accompagnement, reconnaissance - ces jeunes entreprises démontrent que le patrimoine peut devenir un véritable levier de développement, de rayonnement et de transmission, à condition d'être pensé comme un bien vivant, partagé et tourné vers l'avenir.



Un nouveau livre explore 12 chefs-d'œuvre de l'art du manuscrit islamique à travers les siècles

Un nouveau livre consacré à 12 manuscrits islamiques extraordinaires vient d'être publié, avec pour ambition de rendre ces chefs-d'œuvre richement illustrés accessibles au plus grand nombre.

Intitulé « Illuminated: Art, Knowledge, and Wonder in Twelve Islamic Manuscripts » et publié par Empty Quarter Press, l'ouvrage présente une sélection de douze des plus beaux manuscrits jamais produits. Parmi eux figurent des classiques arabes médiévaux tels que Maqamat al-Hariri, Kalila wa Dimna, Aja'ib Al-Makhlumat Wa Ghara'ib Al-Mawjudat et Kitab Al-Diryaq, ainsi que des œuvres spectaculaires issues des mondes timouride, safavide et moghol, du XIIIe au XVIIe siècle.

Son auteur, William Greenwood, est spécialiste de l'art et de la culture islamiques. Les manuscrits présentés étaient conçus à la fois comme des réceptacles de savoir et comme des objets artistiques à part entière. Des traités médicaux aux cartes célestes, de la poésie épique aux fables, chacun reflète la richesse et la diversité des traditions intellectuelles et artistiques du monde islamique. Pour Greenwood, qui a travaillé plus de dix ans comme conservateur — dernièrement au Zayed National Museum d'Abou Dhabi — ces manuscrits sont

importants pour plusieurs raisons. D'abord, ce sont des œuvres d'art remarquables. Ensuite, chacun constitue « un instantané de l'époque de sa création, tant par son style artistique et son contenu que par son contexte historique ». Le premier chapitre du Kitab al-Diryaq, par exemple, est attribué à Mossoul au milieu du XIIIe siècle et « vise clairement à glorifier le souverain », explique Greenwood. Kitab Suwar al-Kawakib al-Thabita, copié au XVe siècle à Samarcande, témoigne de l'essor des sciences durant la Renaissance timouride, tandis que le Hamzanama, réalisé dans l'Inde du XVIe siècle, marque l'émergence d'un style pictural proprement moghol.

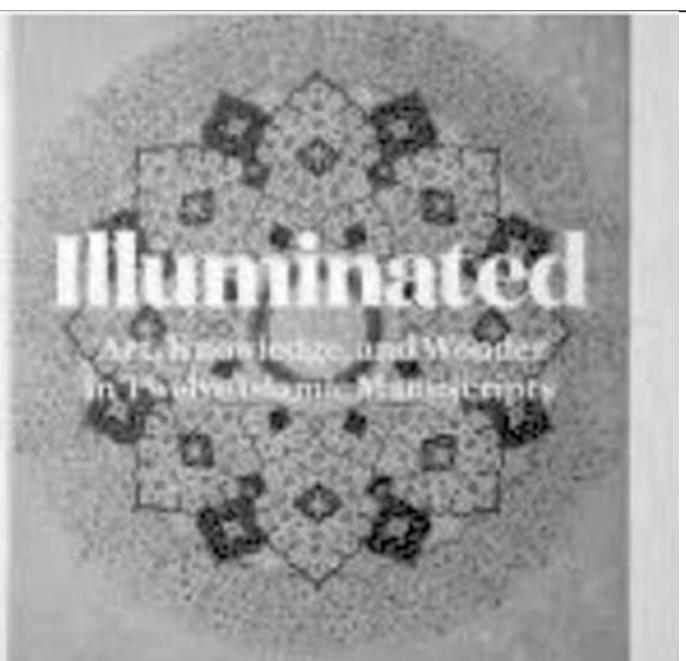
« La troisième raison, poursuit-il, est que, aussi belles que soient les peintures et les enluminures, elles sont presque toujours destinées à magnifier des textes qui sont en eux-mêmes remarquables — qu'il s'agisse d'épopées nationales comme le Shahnameh, d'ouvrages encyclopédiques comme Aja'ib al-Makhlumat, ou de démonstrations de virtuosité linguistique telles que les Maqamat d'Al-Hariri. » Enfin, ces manuscrits constituent, selon lui, « des témoignages remarquables d'un monde islamique multiculturel et cosmopolite, capable d'absorber, de raffiner et de repenser des influences aussi diverses

que les fables indiennes ou l'astronomie classique pour en faire un ensemble cohérent et distinctement "islamique".

L'intérêt de Greenwood pour les manuscrits enluminés a été éveillé par une copie mamrouke du milieu du XIVe siècle de Sulwan al-Muta' fi 'Udwan al-Atba', qu'il a découverte alors qu'il travaillait au Musée d'art islamique de Doha.

« Il s'agit de la seule copie médiévale illustrée de ce texte, probablement réalisée pour un mécène royal », explique Greenwood, qui a également travaillé au British Museum de Londres. « Le mélange d'éléments byzantins, persans et chinois dans les peintures correspondait parfaitement à mon intérêt pour les échanges interculturels. Le texte appartient au genre des "miroirs des princes", destiné à conseiller les souverains — un type d'écriture fondamental, également représenté dans Illuminated par une copie mamrouke du début du XIVe siècle de Kalila wa Dimna. » Cependant, ce n'est pas une découverte isolée qui l'a poussé à écrire ce livre, mais le constat progressif que, bien que le grand public s'intéresse aux manuscrits islamiques illustrés et enluminés, il existe peu d'ouvrages de synthèse accessibles.

« Il existe de nombreuses publications très spécialisées



consacrées soit à des manuscrits précis, soit à certains éléments décoratifs, mais peu de livres destinés à un public curieux mais non universitaire. Il était aussi stimulant de rassembler, dans un même ouvrage, des peintures issues de manuscrits très différents. Cela permet de suivre l'évolution des styles et des idées du XIIIe au XVIIe siècle, ce qui est particulièrement utile pour les non-spécialistes. »

Le résultat est un livre richement illustré, conçu pour un large public. À la fois célébration des traditions artistiques du livre islamique et invitation à en découvrir la beauté et les trésors, Illuminated réunit art islamique,

savoir et récit dans une forme accessible et attrayante.

« J'espère que le fait de voir ces œuvres réunies dans une même publication ouvrira les yeux des lecteurs sur leur caractère exceptionnel », conclut Greenwood. « Ce livre s'adresse vraiment à tout le monde, et s'il suscite un intérêt plus large pour les manuscrits présentés, il aura déjà une valeur unique. Toutes ces œuvres sont liées, d'une manière ou d'une autre, à la transmission du savoir et de la sagesse, et si ce livre peut contribuer à les diffuser un peu plus, alors il aura pleinement rempli sa mission. »

Victoria Beckham n°1 des ventes de singles au Royaume-Uni, grâce au clash avec son fils

Victoria Beckham revient en tête des ventes au Royaume-Uni avec « Not Such an Innocent Girl », 25 ans après sa sortie, dopée par le clash public du clan familial.

Victoria Beckham signe un retour inattendu en tête des charts britanniques avec un titre vieux de 25 ans. Son single « Not Such an Innocent Girl » (en français : « Une fille pas si innocente »), sorti en 2001, occupe cette semaine la première place des classements officiels des ventes physiques et numériques ainsi que des téléchargements. Ce succès fait suite aux accusations publiques sur Instagram de son fils Brooklyn contre ses parents.

Le morceau, qui n'avait jamais dépassé la 6e place à l'époque, voit ses ventes et ses écoutes bondir de près de 20 000 % en une seule semaine, rapporte The Guardian. Il domine les



charts « Ventes seules » et « Téléchargement », mais reste invisible dans le Top 100 général, qui prend en compte les streams en plus des ventes.

Le groupe Spice Girls avait

cumulé neuf numéros 1 au Royaume-Uni, un record pour un groupe féminin. Mais il s'agit là du premier numéro 1 en solo pour Victoria Beckham — son premier titre hors groupe. « Out of Your

Mind » sorti en 2000, en duo avec Dane Bowers, avait été battu par Kylie Minogue.

Un échec cuisant face à Kylie en 2001

Le single était en effet sorti une semaine après les attentats du 11 septembre 2001, en pleine concurrence avec « Can't Get You Out of My Head » de Kylie Minogue. Cette dernière avait cartonné avec 306 000 ventes en première semaine et un tube devenu mythique, tandis que Victoria s'était arrêtée à 35 000 exemplaires et à la 6e place.

L'album qui suivit fut un flop et resta seulement quatre semaines dans les charts. Victoria reste la seule Spice Girl à n'avoir sorti qu'un seul album solo avant de se tourner vers la mode.

Deux autres projets solo n'ont jamais abouti : un album pop enregistré vers 2002 (fuité en 2006 sous le nom « Open Your

Eyes ») et un disque hip-hop avec Damon Dash en 2003, qui incluait un duo avec Ol'Dirty Bastard, abandonné puis leaké en 2016.

Quand Brooklyn déclenche le come-back surprise de sa mère. Ce come-back s'explique par les récentes attaques de Brooklyn contre ses parents Victoria et David Beckham. Le 19 janvier 2026, sur Instagram, l'aîné de la famille a décidé de régler ses comptes : « Je me suis tu pendant des années et j'ai tout fait pour garder ces affaires privées. Malheureusement, mes parents et leur équipe ont continué à s'adresser à la presse, ne me laissant d'autre choix que de m'exprimer et de dire la vérité sur certains des mensonges qui ont été publiés », a-t-il écrit.



CANCER DE LA PEAU :

Ce régime alimentaire pourrait faire chuter votre risque jusqu'à 28 %, deux études l'affirment

Deux grandes études, menées en France et aux États-Unis, suggèrent qu'un certain type de régime pourrait réduire certains cancers de la peau. Que révèlent ces données sur le rôle de l'inflammation et du vieillissement biologique ?

Sommaire

- Régime méditerranéen et cancers de la peau : les chiffres de la cohorte E3N
- Inflammation, antioxydants et âge biologique : ce que révèle l'étude publiée dans Cancers
- Concrètement, que manger pour tendre vers un profil plus protecteur ?

□ Suivez Doctissimo sur Google
Et si votre assiette pesait presque autant que votre tube de crème solaire dans la prévention du cancer de la peau ? Des équipes françaises et chinoises commencent à le suggérer. En croisant alimentation, vieillissement biologique et tumeurs cutanées, leurs travaux dessinent un même signal : certains profils alimentaires seraient nettement plus exposés que d'autres. Une grande cohorte française, E3N, et une analyse américaine publiée en 2026 dans la revue Cancers convergent vers un même type de régime : riche en végétaux, en huile d'olive et en antioxydants, pauvre en produits ultra-transformés. Un modèle qui ressemble fort au régime méditerranéen, bien connu en France.

Régime méditerranéen



et cancers de la peau : les chiffres de la cohorte E3N

Dans l'étude E3N, 67 332 Françaises ont été suivies jusqu'en 2008. Leur adhésion au régime méditerranéen a été résumée par un score de 0 à 9, basé sur la consommation de fruits, légumes, légumes secs, céréales, poissons, huile d'olive, et la moindre place des viandes, produits laitiers et alcool. Au cours du suivi, 2 174 cancers cutanés ont été diagnostiqués, dont 404 mélanomes et 1 367 carcinomes basocellulaires.

Par rapport aux femmes ayant le score le plus bas, celles qui suivaient le plus ce modèle alimentaire présentaient un risque de cancers cutanés réduit de 17 %, avec une baisse de 28 % pour le mélanome et de 23 % pour le carcinome basocellulaire. Chaque point supplémentaire de score s'accompagnait d'environ 4 % de risque en moins. «Ces résultats demandent à être confirmés dans d'autres populations, notamment chez les hommes et

dans des pays présentant des consommations alimentaires différentes. Si ces résultats sont répliqués, ils pourraient avoir un impact sur les stratégies de prévention primaire des cancers de la peau», a précisé Yahya Mahamat-Saleh, épidémiologiste et premier auteur de cette étude.

Inflammation, antioxydants et âge biologique : ce que révèle l'étude publiée dans Cancers

L'étude américaine a utilisé les données de 16 628 adultes du programme NHANES (2005–2018), dont 474 avaient déclaré un antécédent de cancer cutané. Les chercheurs ont classé les régimes grâce à deux scores : l'Indice inflammatoire de l'alimentation (Dietary Inflammatory Index, DII) et le Score d'équilibre oxydatif (Dietary Oxidative Balance Score, DOBS). Les participants au régime le plus pro-inflammatoire et pro-oxydant présentaient un risque de cancer de la peau environ 2,2 fois plus

le plus anti-inflammatoire et antioxydant. Les auteurs ont aussi mesuré l'«âge phénotypique» (PhenoAge), un indicateur d'âge biologique basé sur des marqueurs sanguins. Une mesure dont le mécanisme est cohérent avec les deux outils d'évaluation alimentaire, car elle intègre des biomarqueurs cliniques reflétant l'inflammation systémique et les dysrégulations métaboliques. Chaque année de PhenoAge supplémentaire était liée à un risque accru de cancer cutané. «Ces résultats fournissent une base pour élaborer des hypothèses sur les caractéristiques spécifiques et les mécanismes par lesquels l'alimentation influence le cancer de la peau, à explorer dans de futures recherches. Étant donné que le cancer de la peau peut altérer de manière importante le bien-être physique et psychologique, les futures recherches devraient donner la priorité à des stratégies permettant d'évaluer et de prendre en compte de façon systématique les

impacts multifactorielles, y compris le rôle de l'alimentation et du vieillissement biologique», ont écrit les auteurs dans la revue Cancers.

Concrètement, que manger pour tendre vers un profil plus protecteur ?

Les deux travaux restent observationnels et ne prouvent pas qu'un aliment «empêche» un cancer. Ils s'accordent en revanche sur un même type de profil : riche en végétaux, en graisses de bonne qualité, pauvre en produits très transformés. En pratique, cela revient à privilégier souvent :

- Fruits et légumes colorés, légumes secs et céréales complètes ;
- Poissons (notamment gras), noix et graines ;
- Huile d'olive comme matière grasse principale ;
- Moins de viandes rouges, produits ultra-transformés, sucres ajoutés et excès d'alcool. Les auteurs rappellent aussi que le facteur de risque majeur des cancers cutanés reste l'exposition aux UV. Phototype, antécédents familiaux et comportement au soleil pèsent lourd, bien au-delà de l'assiette. Adopter une alimentation plus anti-inflammatoire et riche en antioxydants apparaît certes comme un levier supplémentaire, mais ne remplace ni la protection solaire, ni la surveillance régulière de la peau, ni l'avis d'un dermatologue en cas de doute.



Quand l'enfant réclame un compagnon à quatre pattes : caprice passager ou choix éducatif ?

Sara Boueche

Dans de nombreux foyers, une phrase revient comme un refrain : « Maman, papa, je veux un animal de compagnie ! » Derrière cette demande apparemment anodine se cache pourtant une véritable décision familiale, aux implications affectives, éducatives et matérielles. Accueillir un animal ne relève pas uniquement du plaisir de faire sourire un enfant ; c'est aussi un engagement à long terme qui mérite réflexion. D'un point de vue psychologique, la relation entre l'enfant et l'animal constitue un puissant levier de développement. Les spécialistes s'accordent à dire qu'un animal favorise l'apprentissage de l'empathie, de la patience et du sens des responsabilités. Nourrir un chat, promener un chien ou nettoyer une cage apprend à l'enfant que le vivant dépend de lui. Il ne s'agit plus seulement de jouer, mais de prendre soin. L'animal devient ainsi un partenaire éducatif silencieux,



qui transmet des valeurs que les discours seuls peinent parfois à installer.

Sur le plan affectif, la présence d'un animal agit comme un soutien émotionnel. Pour certains enfants

timides, anxieux ou solitaires, l'animal est un confident, un compagnon rassurant qui apaise les tensions du quotidien. Il aide également à mieux gérer les émotions : la joie, la frustration, la tristesse, notamment lorsqu'il faut accepter que l'animal ne soit pas un jouet, mais un être vivant avec ses besoins et ses limites.

Cependant, céder à la demande d'un enfant sans préparation comporte des risques. L'enthousiasme des premiers jours peut vite s'estomper, laissant aux parents la charge réelle de l'animal. Temps, budget, espace, hygiène et suivi vétérinaire doivent être anticipés. Un animal implique des coûts réguliers et une organisation durable. Il est donc essentiel de se poser les bonnes questions : la famille a-t-elle la disponibilité nécessaire ? Le logement est-il adapté ? L'enfant est-il prêt à s'investir au-delà du simple plaisir ?

Le choix de l'animal lui-même mérite également réflexion. Un poisson, un hamster, un chat ou un chien n'impliquent pas

le même niveau d'engagement. Adapter l'animal à l'âge de l'enfant et au mode de vie de la famille permet d'éviter bien des désillusions. Avant l'adoption, il est judicieux d'impliquer l'enfant dans la réflexion : discuter des responsabilités, établir des règles claires et, pourquoi pas, faire une période d'essai symbolique pour mesurer sa motivation réelle.

Ainsi, répondre au désir d'un enfant d'avoir un animal de compagnie ne doit ni être un refus automatique, ni une acceptation impulsive. C'est une décision éducative qui engage toute la famille. Lorsqu'elle est bien pensée, elle transforme le foyer en un espace d'apprentissage vivant, où l'enfant grandit non seulement avec un compagnon, mais aussi avec une conscience plus fine du respect, du soin et de la responsabilité envers l'autre.

En définitive, l'animal n'est pas seulement un cadeau : il devient un projet familial, capable d'enseigner à l'enfant que l'amour ne se demande pas, il se construit chaque jour.

À quelle fréquence faut-il laver son écharpe l'hiver ?

À l'arrivée du froid, manteaux, bottes et bien sûr écharpes ont naturellement repris leur place dans nos tenues quotidiennes. Qu'on les aime oversize, légères ou ultra-douces, unies ou à motifs, elles nous enveloppent comme un cocon dès le matin et s'imposent comme un accessoire aussi pratique que stylé, à l'image de la tendance balaclava scarf. Mais si l'écharpe apporte confort et allure, sa fréquence de lavage laisse souvent perplexe. Or, cet accessoire en contact régulier avec la peau nécessite des règles d'hygiène précises. Le Dr Dima Haidar, dermatologue connue sur Instagram sous le pseudo @docteur_skin, nous éclaire sur le sujet. «Lorsque l'on porte une écharpe, le but est de conserver la chaleur et l'humidité sur la peau», explique-t-elle. Un environnement propice, justement, au développement de bactéries et de champignons.

Voici à quelle fréquence il est conseillé de laver son écharpe. Selon la dermatologue, la fréquence de lavage d'une écharpe doit s'adapter à chaque situation. «Notre peau est colonisée par des bactéries, des champignons qui constituent le microbiote cutané. D'une personne à l'autre, le microbiote sera différent. Cela

fait partie intégrante de la barrière cutanée, qui nous protège du monde extérieur et des mauvaises bactéries» explique le Dr Haidar en préambule. Pour simplifier, elle distingue trois cas de figure.

Je n'ai pas de problème de peau particulier

Si vous ne présentez aucune pathologie cutanée ou virale, un lavage hebdomadaire suffit pour une écharpe portée quotidiennement, selon la dermatologue. Il n'est toutefois pas recommandé d'aller au-delà de cette fréquence, l'écharpe restant en contact avec la transpiration, le sébum et les impuretés.

J'ai de l'acné ou une pathologie inflammatoire

En cas de peau à tendance acnéique, notamment sur le bas du visage, ou de problème inflammatoire, le Dr Haidar recommande un lavage deux à trois fois par semaine si l'écharpe est portée tous les jours, ou toutes les deux à trois utilisations dans le cas contraire. Attendre davantage peut favoriser la prolifération bactérienne : l'écharpe, au contact des lésions, risque alors de transporter les bactéries et d'aggraver l'inflammation ou de provoquer l'apparition de nouvelles lésions.

J'ai la grippe ou une infection

virale

Dernier cas de figure : en cas de grippe ou d'infection hivernale, un lavage après chaque utilisation est indispensable. «L'écharpe est proche du nez et de la bouche, lorsque l'on a le nez qui coule ou que l'on tousse, la sécrétion de bactéries est plus importante», précise la médecin. Une écharpe mal nettoyée peut ainsi devenir un vecteur de contamination pour l'entourage, les gouttelettes restant sur le tissu. Cette règle s'applique également aux maladies de peau contagieuses, comme l'impétigo, en particulier lorsque le tissu entre en contact avec une plaque.

Comment laver une écharpe selon sa matière ?

Avant tout, il est essentiel de respecter les consignes de lavage indiquées sur l'étiquette. La méthode dépendra de la matière : nettoyage à sec, lavage à la main ou en machine. Pour les écharpes en laine, un programme laine peut convenir, à condition de vérifier les recommandations afin d'éviter toute détérioration.

Quel produit de lavage choisir ? Le choix de la lessive dépend aussi des problématiques cutanées. «Une personne qui souffre d'allergies, d'asthme ou d'eczéma sévère va d'abord



privilégier une matière peu irritante», rappelle le Dr Dima Haidar. «Ensuite, pour le produit, on se tournera vers une lessive hypoallergénique, sans parfum, la plus neutre possible».

À quelle température laver son écharpe ?

La température de lavage varie selon les situations. «S'il n'y a pas de problème particulier, un lavage classique à 40 est très bien, si le vêtement le permet bien sûr», explique la dermatologue. «Une bactérie aime la chaleur et l'humidité. Si l'on combine un lavage classique avec une aération du tissu, les bactéries ne peuvent pas survivre ni se coloniser».

Si l'écharpe ne supporte pas plus de 30 degrés, «cela peut être suffisant à condition de bien l'aérer : on la lave, puis on la laisse aérer pendant 48 à

72 heures sans la porter». En alternative, pour les tissus qui ne passent pas en machine, le steamer peut être une solution. «Si la température est assez élevée (au-dessus de 60 °C), cela peut tuer les bactéries, mais il faut ensuite aérer le tissu. Cette étape est indispensable pour éviter de recréer de l'humidité, propice à la prolifération bactérienne».

Comment éviter que son écharpe ne peluche ?

Les bouloches sur les écharpes en laine sont un phénomène courant, souvent lié aux frottements. Pour les limiter, il est conseillé de placer l'écharpe quelques heures au congélateur dans un sac hermétique. Évitez également de surcharger la machine à laver et de passer l'écharpe au séchage, deux gestes qui accentuent le boulochage.

Décès d'Andrew des G-Squad

Que sont devenus les autres membres du premier boys band français ?



Je suis raide dingue de toi ». Une phrase, une mélodie, une chorégraphie... Si vous êtes né dans les années 1980, il est absolument impossible de ne pas associer ces lyrics aux G-Squad, le premier boys band français. Formé en 1996, ce groupe préfabriqué crée un véritable raz-de-marée dans l'univers musical français. Inspiré des Backstreet Boys, qui cartonnent outre-Atlantique, le concept même du boys band fait ses premiers pas dans l'Hexagone avec, par la suite, l'arrivée des 2Be3, Alliage, Poetic Lover

ou encore Linkup.

Déjà endeuillé par la disparition de Filip Nikolic des 2Be3 et de Quentin Elias d'Alliage, le monde de la pop a perdu une autre figure des boys bands, Andrew McCarthy, membre des G-Squad, décédé à l'âge de 52 ans. Un drame auquel Gérald Jean-Laurent, autre chanteur du boys band, a réagi avec émotion. « Je suis sous le choc, parce qu'il a fait partie d'un moment important de ma vie. Avec Mika, Marlon et Chris, nous avons eu la chance de partager avec toute une génération un moment inouï

bliable. Nous avons tous grandi ensemble », a-t-il confié à Cover Media.

Si les membres du groupe ont évolué ensemble, au moins pendant les deux années qui ont marqué son existence, qu'en est-il aujourd'hui ? Et que sont devenus les cinq adolescents et jeunes hommes qui formaient le groupe G-Squad ? Comme toujours, 20 Minutes a déployé des moyens extraordinaires pour vous donner tous les détails de cette vie loin - ou pas - des projecteurs. Vous n'allez pas être déçus - on l'espère.

Gérald, parti découvrir le monde (et lui-même)

Considéré comme « LE » beau gosse du groupe, Gérald, aka D'Geyrald ou D'Gey, est le deuxième à avoir quitté le groupe après Andrew. S'il s'est d'abord lancé dans une carrière solo, avec la ballade Chaque jour, le jeune homme a finalement arrêté sa carrière musicale. Dans une interview accordée à l'émission T'Été Où ? diffusée sur Logos FM, l'ex-chanteur dit avoir eu du mal « à redescendre sur terre » mais a « survécu » à la fin de ces années fastes.

Il passe également par la case chroniqueur à Pink TV, période

durant laquelle il fait son coming out - une chose qui lui a été interdite pendant et juste après les G-Squad. Puis il a voyagé : « J'ai décidé de décrocher et de partir visiter le monde ; ce que je continue à faire vingt ans plus tard ». Gérald a vécu plus de dix ans aux Etats-Unis, puis au Mexique et en Amérique centrale. Des endroits où il s'est adonné à une autre de ses passions, la peinture, qu'il a exposée en Californie ou à Paris. A en croire son compte Instagram, il continue de profiter de cette vie, loin des strass et paillettes.

Chris, toujours dans la lumière

Chris Keller, alias Jean-Christophe Gutierrez, est toujours à travers différents projets dans le monde de la musique, voire du théâtre. Près d'une décennie après la fin du boys band, il participe au spectacle musical « La légende de Broadway ». On le retrouve par la suite en tant que juré dans l'émission Disney Channel Talent, comme il le confie à Charts in France en 2013. Année durant laquelle il tente sa chance à The Voice. Si le public ne peut que reconnaître l'ex-membre des G-Squad, les coachs n'ont, eux, pas appuyé sur le bouton, élimi-

nant directement le chanteur. Il y a dix ans, il s'associe à Frank Delay, ex-membre des 2Be3, pour former le groupe Génération Boys Band. C'est reparti pour un tour, si ce n'est que le plaisir est au rendez-vous, sans les désagréments liés à la notoriété folle du phénomène boys band. Puis on le retrouve sur la tournée Paradis des Stars 2023, avec d'autres artistes. Métamorphosé, l'artiste semble avoir un nouveau leitmotiv : la musculation. Une passion qu'il partage sur ses réseaux sociaux.

Mika et Marlon, ils sont où ?

C'est là que le bâton blesse. On n'a pas retrouvé Mika, alias Bertrand Garcia, selon Le Nouvel Obs. Alors, on l'avoue, on n'a pas parcouru le monde de long en large en criant « Miiiiika, t'es où ». Mais nos très sérieuses recherches n'ont mené à rien - on vous voit les enquêteurs du web à vous délecter de vos futures trouvailles le concernant. A 20 Minutes, n'étant sûrs de rien, on s'aperçoit surtout que l'ex-membre des G-Squad a préféré retomber dans l'anonymat. Et c'est son droit.

Faut-il vraiment continuer à fabriquer des violons neufs en 2026 ?

Le Concours International de Lutherie a rendu son verdict. Mais la fabrication de nouveaux instruments est-elle encore nécessaire ?

A l'heure où l'intelligence artificielle compose des symphonies en quelques secondes et où l'impression 3D atteint une précision nanométrique, la question peut sembler provocatrice : est-il encore utile de façonnner des violons à la main en 2026 ? Face aux chefs-d'œuvre du XVIII^e siècle qui trônent dans les musées et aux prouesses technologiques, le luthier pourrait passer pour un anachronisme vivant.

La question n'a pas découragé les candidats au premier prix du Concours International de Lutherie qui s'est tenu ce week-end à la Philharmonie de Paris. Le jeune concours a attribué ses récompenses et a même distingué des « Talents de demain », dont l'école nationale de lutherie de Mirecourt.

Le prix de l'ancien

Mais alors que les violons et violoncelles anciens d'exceptionnelle qualité pullulent, est-il encore utile de fabriquer de nouveaux instruments ? Quand certains sont encore joués plu-

sieurs siècles après leur création, ne peut-on pas se dire qu'il y a assez de très bons violons sur la planète ? Pour Raphaël Pidoux, violoncelliste de renommée internationale, la question est, bien entendu, complètement idiote (même s'il a la délicatesse de ne pas le dire comme ça) : Les très vieux violons, notamment, font en effet l'objet de spéculation sur un marché devenu fou. Les excellents instruments sont ainsi la propriété de grandes fortunes qui, pour certaines, prêtent leurs violons à quelques musiciens. Mais pour les autres, il faut bien se trouver un instrument.

La qualité du neuf

L'autre argument en faveur de la lutherie contemporaine est la qualité de la production actuelle. « La lutherie n'a jamais été aussi bonne que celle d'aujourd'hui, affirme Jean-Philippe Echard, conservateur en charge des instruments à cordes au Musée de la musique, à Paris. Les informations circulent entre les continents, et les luthiers discutent entre eux, échangent des savoirs, ils n'ont jamais été aussi bons. » Par ailleurs, il y a le problème... des Stradivarius. « Dans la tête des gens, ce sont les seuls bons

violons, regrette Jean-Philippe Echard. Bien sûr, ce sont des instruments d'une qualité extraordinaire. Mais pas tous les Stradivarius, déjà. Et surtout, ce ne sont pas les seuls... Les instruments d'aujourd'hui sont meilleurs pour certains. » En somme, la réputation de Stradivarius nuit à celle des luthiers d'aujourd'hui...

Du bois (de synthèse) dont on fait les violons

Les luthiers du XXI^e siècle ont aussi pour eux l'accès à des technologies que les contemporains de Vivaldi ignoraient. « En lutherie, la part d'innovation est dans les détails, ce sont des choses qui ne se voient pas à l'œil nu, explique Jean-Philippe Echard. Les formes extérieures des instruments restent les mêmes. L'innovation a eu lieu pendant plusieurs siècles, elle a abouti à des formes considérées comme idéales par les musiciens. En revanche, ce qui continue à faire l'objet de recherche et d'expérimentation, c'est le rapport au matériau bois, une adaptation au bois sculpté qu'il faut constamment revoir et adapter, dans les détails du geste du luthier. » Ainsi, sans parler de la production de masse des violons « indus-



triels », désormais réalisables en polymère synthétique avec des imprimantes 3D, certains ateliers de lutherie travaillent sur des matériaux alternatifs, comme la fibre de lin...

Être d'époque, mais laquelle ?

Le dernier argument en faveur de la lutherie contemporaine est d'ordre presque philosophique. « Depuis l'époque de Vivaldi jusqu'à aujourd'hui, les musiciens se commandent des instruments, explique Raphaël Pidoux. Les instruments d'époque ce sont aussi ceux de notre époque... Bien sûr, c'est génial de pouvoir jouer sur les vieux instruments : plus ils sont joués, meilleurs ils sont. Mais pour qu'il y ait encore

de vieux instruments dans 100 ans, il faut jouer sur ceux d'aujourd'hui. »

Personne, chez les musiciens, ne tourne le dos aux instruments anciens. Pour Jean-Philippe Echard, leur existence est même un miracle :

Mais pour conserver ces violons ancestraux, on a aussi besoin de luthiers, qui sont à la fois fabricants et réparateurs. Et entretenir des instruments anciens nourrit leur compétence de facteur. Et vice versa. « La vivacité de ce secteur économique et artisanal est très inspirante. Vivre sa vie lentement, entouré d'objets faits à la main... On est heureux de savoir que ça existe non ? »

Annaba : Réunion du Conseil exécutif de la wilaya sous la présidence du wali Divers dossiers inscrits à l'ordre du jour

S.F

Le wali, Abdelkrim Lamouri, a présidé, l'avant-hier samedi, une réunion du Conseil exécutif de la wilaya, en présence des autorités locales et des responsables sectoriels, dont le président de l'Assemblée populaire de wilaya, le wali-délégué de la circonscription "Benaouda Benmostefa", le Secrétaire général de la wilaya, l'inspecteur général, les présidents de daïras et des Assemblées populaires communales, les membres du Conseil exécutif, le directeur de l'Université d'Annaba, ainsi que les directeurs des établissements publics et agences concernées, notamment le Directeur général du DPE, le Directeur régional de l'Agence AADL et le directeur du Guichet unique décentralisé pour l'investissement.

La réunion a débuté par la bienvenue exprimée par le wali aux participants, suivi de la présentation des rapports des directeurs de l'exécutif sur les dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Lors de son intervention, le wali a émis plusieurs directives clés, notamment :

- Le suivi des préoccupations



des députés des deux chambres. Les directeurs exécutifs, présidents de daïras et des APC devront assurer le suivi des demandes des citoyens et leur traitement dans le cadre du développement local.

- Situation des guichets uniques : Respecter les délais pour l'étude des contrats d'urbanisme, d'où l'institution d'une cellule de suivi pour les porteurs de projets d'investissement et renforcer la coordination entre directeurs des différents secteurs pour lever les réserves conformément à la loi 15-19.

- Régularisation des dossiers de construction (loi n°08-15 du 20 juillet 2008) : Veiller

à la stricte application de la loi, procéder au traitement rapide des dossiers déposés, et décision finale par les présidents de daïras pour les dossiers en suspens.

- Plan de lutte contre les incendies : Procéder à l'installation de comités, à la mobilisation des moyens humains et matériels, couverture téléphonique complète, surveillance des forêts, entretien et utilisation des moyens et équipements nécessaires par le conservateur des forêts et le directeur de la protection civile.

- Plan de secours au niveau des communes : Assurer la disponibilité et fourniture des

moyens et équipements pour l'efficacité des interventions.

- Évaluation des interventions lors des intempéries : Élaborer un programme détaillé pour réparer les dégâts et les fuites d'eau, supprimer les points noirs et améliorer la gestion des urgences.

- Comité de suivi de la saison estivale : Assurer une meilleure coordination entre tous les secteurs concernés.

- Préparatifs du mois sacré de Ramadhan : Veiller à la disponibilité des produits de grande consommation, organiser les marchés, maintenir la propreté, procéder au versement des aides sociales, procéder à l'ouverture

des restaurants de charité, contrôler l'hygiène des repas, organiser les activités religieuses, culturelles, sportives et sociales pour enfants et jeunes.

- Environnement et propreté : Poursuite des opérations de nettoyage à travers toutes les communes.

- Réparation des routes après travaux : Respect des normes et restauration des voies publiques dans l'état initial.

- Programme de réparation des fuites d'eau : Intervention rapide sur tous les problèmes et suppression des points noirs.

- Campagne nationale de reboisement (14 février 2026) : Préparation d'un programme avec les présidents de daïras et APC, plantation d'arbres dans les zones urbaines et semi-urbaines, et au sein des établissements publics.

- Gestion des archives : Le wali a décidé l'octroi d'une aide financière pour équiper la Direction des archives de la wilaya en matériel et équipements nécessaires.

La réunion s'est conclue par des directives générales visant à assurer le suivi permanent des opérations de développement, avec un renforcement de la coordination entre tous les services de la wilaya.

Annaba : Décès du directeur du CEM "Marah Abdallah"

S.F

Le wali, Abdelkrim Lamouri, s'est rendu, hier dimanche, en matinée au Collège "Marah Abdallah" dans la commune d'El Eulma à l'effet de présenter ses condoléances à la communauté éducative suite au décès du directeur de l'établissement scolaire : feu Laïd El Beïd.

Accompagné du directeur de l'Éducation, le wali a exprimé sa compassion et son soutien au personnel pédagogique, aux élèves et à la famille du défunt,



réaffirmant l'engagement des autorités locales à accompagner la communauté éducative dans cette triste épreuve.

Au cours de sa visite, le premier

responsable de l'exécutif, a également rencontré les élèves d'une classe de quatrième année moyenne, les encourageant à poursuivre



leurs efforts scolaires et à persévérer dans la réussite, tout en priant pour le repos du défunt et pour que sa famille trouve patience et réconfort.

Le wali a enfin souligné l'importance de continuer à accompagner l'établissement et à assurer le bon déroulement de la mission éducative.